

***l'Anti*capitaliste**

n°630 | 29 septembre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG

**EN ITALIE COMME AILLEURS,
FACE À L'EXTRÊME DROITE**



**CONSTRUIRE LA
RIPOSTE SOCIALE
ET ANTIFASCISTE**

Dossier

**BRÉSIL : FACE
À LA MENACE
BOLSONARO**

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Siamo tutte antifasciste!»

Page 2

PREMIER PLAN

Pour nos revenus,
contre la vie chère...

La mobilisation continue!

Page 2

Iran. Le régime islamique
secoué par une révolte
sans précédent

Page 2

ACTU INTERNATIONALE

Grande-Bretagne.

Liz Truss et la guerre
de classe

Page 5

ACTU SOCIALE

Gauche du travail contre
gauche des «allocs»:

«Good bye Croizat»!

Page 8



**MOBILISATION GÉNÉRALE
POUR
LE PARTAGE DES RICHESSES
ET UNE GAUCHE DE COMBAT!**

**AVEC PHILIPPE POUTOU
ET D'AUTRES INTERVENANT-E-S**

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE - LANTICAPITALISTE.ORG - LA BELLEVILLOISE, 19-21 RUE BOYER 75020



édito

Par **MANON BOLTANSKY**

«Siamo tutte antifasciste!»

CertainEs parlent d'un tremblement de terre, d'autre d'une vague qui s'écraserait sur l'Europe... Une coalition de la droite extrême et de l'extrême droite est arrivée largement en tête des élections législatives en Italie, dans un contexte de très grande abstention. À sa tête, le parti Fratelli d'Italia (FdI), qui a obtenu plus de 26 % des votes, au côté de la Lega de Matteo Salvini et de Forza Italia de Berlusconi. Fratelli d'Italia, bien que de formation récente, est issu d'un vieux parti néofasciste des années 1940, et sa présidente ne cache pas son admiration pour Mussolini et sa politique « pour l'Italie ». C'est elle, Giorgia Meloni, qui sera nommée à la tête du gouvernement dans les prochaines semaines...

Cette victoire de l'extrême droite n'est pas une situation isolée. Les échos de joie à cette annonce se sont fait entendre notamment en Hongrie, en Pologne... et en France. Zemmour s'est précipité pour féliciter ses amis : « De la Suède à l'Italie nous vivons ces dernières semaines la deuxième union des droites victorieuses en Europe dont le ciment est bel bien la question identitaire. » Jordan Bardella du RN s'est également réjoui de la victoire de leurs partis « frères », nous rappelant que l'extrême droite est une menace unie et coordonnée malgré les frontières.

Et même si on peut trouver des nuances entre FdI et le RN de Marine Le Pen, qui semble à titre personnel plus fan de Salvini que de Meloni, ils et elles ne forment pourtant qu'une seule grande famille d'extrême droite, haineuse et réactionnaire. Le nationalisme, le racisme, l'antisémitisme, la haine des femmes, des LGBTI, des migrantEs, des malades, des pauvres et des militantEs du mouvement social sont autant de caractères fondateurs et essentiels de ce courant politique. Giorgia Meloni est à l'image de son parti : une fasciste, fortement opposée aux droits des femmes, des LGBTI, des personnes racisées et de toutes les minorités.

Cette nouvelle venue d'Italie est tombée la même semaine que la journée de mobilisation internationale pour le droit à l'avortement, et doit sonner pour nous comme une mise en garde funeste. Partout les femmes doivent continuer à se battre pour leur droit à disposer de leur corps. Elles ont raison de crier : « Siamo tutte antifasciste ! »

Alors oui, la lutte antifasciste devra être anticapitaliste, internationaliste, contre toutes les frontières, mais également féministe, antiraciste, contre les LGBTIphobies, écologiste... Elle est nécessaire et urgente ! De Rome à Rio, de Paris à Budapest : No Pasaran !

BIEN DIT

Je lis « Saviano » en tendance Twitter [mots les plus cités sur le réseau social] car les électeurs de Meloni « m'invitent » à quitter le pays. Ce sont des avertissements. C'est l'Italie qui nous attend. Ils dressent déjà une première liste noire des ennemis de la patrie, malgré ceux qui disaient que le fascisme c'est autre chose.

ROBERTO SAVIANO, Twitter, 26 septembre 2022.

« Vous ne me verrez plus avec une cravate mais avec un col roulé. Et je pense que ce se sera très bien, ça nous permettra de faire des économies d'énergie, de faire preuve de sobriété ». Ainsi s'est exprimé le ministre de l'Économie Bruno Le Maire mardi 27 septembre sur France Inter, probablement fier de sa trouvaille, avec l'air de celui qui participerait, « comme tout le monde », aux nécessaires efforts face à la crise de l'énergie qui guette. On aurait envie de sourire si la situation n'était pas aussi grave et si cette énième sortie de Le Maire n'était pas à l'image du souverain mépris dans lequel nous tiennent Macron et son entourage.

Les vieilles recettes ultra-libérales

La veille, c'est la Première ministre Élisabeth Borne qui nous faisait la leçon sur les retraites, avec un raisonnement digne d'un mauvais intervenant économique ultra-libéral sur une chaîne d'info : « Il est important de se redire de dire qu'en France, on a un modèle social unique au monde. Santé, école... On ne peut le financer durablement qu'à condition de produire plus de ressources, de travailler collectivement davantage. Cela passe par un décalage progressif de l'âge effectif de départ à la retraite, en prenant naturellement compte des situations de chacun. » Comprendre : pour défendre notre « modèle social », il faut s'en prendre à nos retraites, qui font pourtant partie intégrante de... notre « modèle social ». Implacable. Comment prendre sérieusement celle qui, dans le même temps qu'elle déclare être soucieuse des dispositifs sociaux, dirige le gouvernement qui s'apprête à porter de nouveaux coups au système d'assurance chômage en « responsabilisant » toujours davantage les travailleurEs privés d'emploi et en les contraignant à accepter n'importe quel boulot, aussi précaire et mal payé soit-il ? Comment croire une seconde qu'il y a d'autre chose que du mépris à l'égard des classes populaires et de la jeunesse lorsque celle qui prétend être attachée à un « modèle social » présenté comme avantageux pour la majorité est aussi celle qui, lorsqu'elle était ministre, s'est affirmée, en

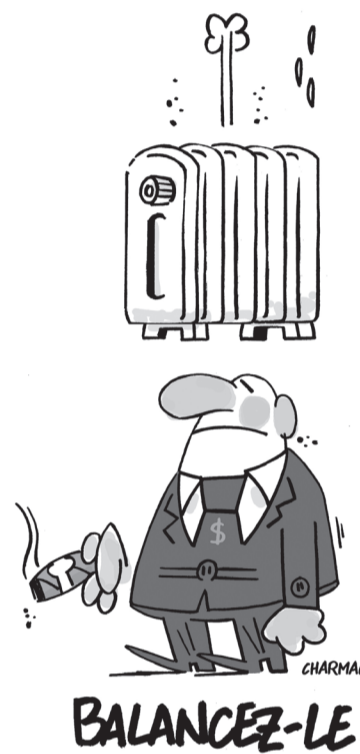
À la Une

POUR NOS REVENUS, CONTRE LA VIE CHÈRE...

La mobilisation continue!

Face à un pouvoir qui maintient son cap ultra-libéral et multiplie les fronts contre nos droits et nos conditions de vie, nous ne devons pas tergiverser : la réponse passera par la mobilisation, par la construction d'un mouvement large et déterminé à stopper le gouvernement Macron-Borne.

CRISE ÉNERGÉTIQUE
VOTRE RADIATEUR NE SERT PLUS À RIEN...



paroles et en actes, comme une des plus ferventes adeptes de la privatisation des services publics, à la RATP mais aussi à la SNCF ?

Face à un gouvernement de combat

Nouvelles attaques contre l'assurance chômage et les retraites, abandon des services publics les plus essentiels, en y supprimant toujours plus de postes de fonctionnaires, en y développant la précarité et en les sous-dotant financièrement, mesures bidons pour lutter contre la vie chère et la pauvreté, discours culpabilisateurs

sur les questions écologiques, tout en refusant de s'en prendre aux intérêts des plus riches et des grandes entreprises : un mois après la rentrée, il ne fait aucun doute que le gouvernement Macron-Borne a décidé de poursuivre l'épreuve de force et, tout en se réfugiant derrière des déclarations sur le thème « La crise est là, il faut tout changer », de garder son cap ultra-libéral, voire de l'accentuer. Face à cela, il ne s'agit pas de tergiverser. La journée de grève interprofessionnelle du 29 septembre est une première étape dans la construction de la nécessaire

riposte face à un pouvoir qui continuera de mener sa guerre de classe tant que nous ne l'obligerons pas à reculer. Divers secteurs n'ont pas attendu le 29 pour se mobiliser, notamment sur les salaires, qu'il s'agisse des travailleurEs des transports en commun ou de celles et ceux de PSA-Stellantis, de Carrefour ou de TotalEnergies. Des luttes éparées, mais souvent déterminées, qui se soldent parfois par des victoires et des reculs du patronat, nous rappelant que c'est par la lutte que nous pouvons obtenir satisfaction.

Après le 29, on continue

Étape dans le regroupement de ces colères, le 29 septembre ne peut rester sans lendemain car une journée de manifestations et de grèves ne pourra suffire. La journée de manifestation nationale du dimanche 16 octobre « contre la vie chère et l'inaction climatique » peut constituer une nouvelle étape de la riposte anti-gouvernementale et anti-patronale, que nous devons commencer à construire, ici et maintenant, dans l'unité et sans céder aux tentations hégémoniques ou à la « concurrence » entre mouvement social et organisations politiques. La situation de crise écologique et sociale l'impose, de même que la crise démocratique, avec le cours autoritaire macronien qui se poursuit et la menace de l'extrême droite. Les récentes nouvelles venues d'Italie nous rappellent en effet qu'en l'absence de mobilisations sociales fortes et de reconstruction des outils de défense et d'organisation de notre classe, ce sont les pires démons qui peuvent resurgir. Il s'agit donc à la fois de construire, dans l'unité, la riposte sociale, et, avant qu'il ne soit trop tard, de discuter de perspectives politiques à la hauteur des enjeux. J.S.

IRAN Le régime islamique secoué par une révolte sans précédent

Les protestations en Iran ont éclaté vendredi 16 septembre après le décès durant une garde à vue de Mahsa-Jina Amini, jeune kurde de 22 ans. Elle avait été arrêtée le mardi 13 par la police des mœurs pour quelques mèches de cheveux supposément « indécentes » dépassant de sa tenue islamique, en application de l'article 638 du code pénal de la République islamique.

Des femmes ont été à l'avant-garde des premières manifestations, coupant leurs cheveux et brûlant en public leur foulard pour défier la loi sur le hijab. Contrairement aux initiatives individuelles de 2017-2018, le fait de retirer son voile est cette fois-ci un acte effectué collectivement et débouchant sur un affrontement direct avec le pouvoir.

Une révolte des femmes qui vient de loin

L'obligation de porter le voile constitue en effet un des fondements idéologiques de ce régime patriarcal et théocratique. Elle a été imposée par la force aux femmes malgré leurs immenses mobilisations en 1979 pour s'y opposer. Après 43 ans de contestation, les revendications féministes apparaissent désormais

au grand jour, et figurent au premier plan des revendications politico-sociales mises en avant dans les manifestations.

La profondeur du refus actuel des femmes repose en partie sur le fait qu'elles sont présentes dans toutes les sphères de la vie sociale, politique et économique. Pratiquement toutes alphabétisées, elles ont un niveau d'études au moins égal à celui

des hommes. Néanmoins, elles parviennent très difficilement à trouver un emploi et se retrouvent alors confinées au foyer.

La moyenne du nombre d'enfants par femme est de 1,6. Face à cela, la loi du 15 novembre 2021 criminalise l'avortement. Elle restreint également considérablement l'accès à la contraception et la vasectomie. Simultanément, le régime encourage les mariages précoces avant l'âge de 15 ans.

Depuis une dizaine d'années, des femmes ont investi les moyens de communication par internet. Elles ont multiplié les blogs et les vidéos en ligne. Pendant les mois qui ont précédé la mort de Mahsa Amini, des femmes ont convergé vers des hashtags de protestation anti-hijab, postant des vidéos d'elles-mêmes marchant la tête découverte ou se faisant harceler dans la rue.

Un monde à changer

VENTES D'ARMES FRANÇAISES : TOUJOURS AUTANT D'OPACITÉ (AMNESTY). Le rapport annuel sur les exportations d'armement de la France est un document essentiel qui doit permettre de faire toute la lumière sur un commerce dangereux et meurtrier, trop souvent réalisé dans l'ombre. Le gouvernement français a l'obligation de le transmettre au Parlement chaque année, le 1^{er} juin au plus tard, et le rendre public dans la foulée. Or, cette année, le ministère des Armées a tout simplement décidé de ne pas le publier en temps et en heure. Heureusement, le média d'investigation *Disclose* l'a fait à sa place. Nous l'avons analysé : sans surprise, il est incomplet. La France a livré en 2021 pour près de 780 millions d'euros de matériels de guerre à l'Arabie saoudite. Or, la France indique avoir livré un véhicule blindé de combat, 5 hélicoptères de combat, 18 canons de

105 mm, 3 installations de tir, 4 lanceurs de missiles, 28 lance-missile antichar portatifs ainsi que 100 fusils. Est-ce que le montant financier des livraisons affiché ne paraît pas être supérieur aux quantités de matériels de guerre livrés ? Quels autres matériels ont été livrés ? À titre comparatif, le coût de production unitaire d'un Rafale serait de près de 100 millions d'euros. La question est donc : quels sont les autres matériels de guerre livrés par la France à l'Arabie saoudite qui ne sont pas mentionnés ? De même, si l'on prend le cas des Émirats arabes unis, la France leur a livré pour près de 230 millions d'euros de matériels de guerre mais il ne s'agit pas de chars et de véhicules blindés de combat, de navires de combat, d'avions et d'hélicoptères de combat, de missiles, de lanceurs de missiles, de systèmes portables de défense antiaérienne ni d'armes

légères et de petit calibre car la France n'indique aucune livraison pour ces matériels. Dès lors, qu'est-ce que la France a bien pu livrer ? [...]

Quant aux données statistiques fournies par le rapport au Parlement, un texte de loi serait nécessaire pour préciser quelles sont les informations à fournir qui sont laissées aujourd'hui à la discrétion du ministre des Armées. En effet, l'essentiel de l'information est manquant : ce que l'on vend (quantités, types de matériels, dates des prises de commande et des livraisons), à qui, pour quelle utilisation finale, avec quelles garanties liées à cette dernière.

C'est dans ce contexte que, le 27 septembre 2022, la commission de la Défense nationale et des forces armées organise à l'Assemblée nationale une audition censée faire la lumière sur les ventes d'armes françaises... à huis-clos. On appréciera l'exercice de transparence.

Lire sur amnesty.fr : «Ventes d'armes : sans surprise, le gouvernement maintient l'opacité»

Le chiffre

20%

En 2021, selon les données collectées par le journal

le Monde auprès des agences régionales de santé (ARS), d'agences de l'eau ou de préfectures, environ 20% des Français de métropole — quelque 12 millions de personnes — ont reçu au robinet, régulièrement ou épisodiquement, une eau non conforme aux critères de qualité. Ce chiffre était de 5,9% en 2020, selon le ministère de la Santé.



Agenda

Jeudi 29 septembre, journée intersyndicale de grève et de manifestations sur les salaires.

À Paris, 14 h, Denfert-Rochereau.

Jeudi 29 septembre, Rencontres de la Brèche sur le validisme, Paris 12^e.

Rencontre avec Charlotte Puisseux autour de son livre : *De chair et de fer. Vivre et lutter dans une société validiste* (La Découverte, 2022). À 18 h, à la librairie la Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, métro Daumesnil.

Mercredi 12 octobre, meeting du NPA avec Philippe Poutou, Paris.

À 19 h, à la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.

Dimanche 16 octobre, marche contre la vie chère et l'inaction climatique, Paris. À 14 h, Nation.

À SUIVRE SUR
lanticapitaliste.org
nouveau parti anticapitaliste.org

ITALIE « Nous ne devons pas attendre : il faut descendre dans la rue et se réorganiser »

Un entretien avec notre camarade **Franco Turigliatto**.

Les sondages l'avaient prévu. Le résultat des élections du 25 septembre en Italie est extrêmement dur pour l'ensemble des forces progressistes. Quelles sont les premières réactions sur cette nouvelle configuration politique ?

Il s'agit d'un moment historique très important qui implique de graves dangers pour les classes laborieuses. C'est un résultat qui voit la force la plus extrême, celle de Fratelli d'Italia (FdI), héritier du MSI (Mouvement social italien), qui s'est développée dans les secteurs fascistes et fascisants du pays, conquérir une position d'hégémonie dans la coalition des droites. Si on se situe à l'extérieur des dynamiques internes à la coalition, il s'agit d'un résultat qui vient de loin, de l'absence d'initiative du mouvement ouvrier et syndical, des politiques d'austérité qui ont été conduites par tous les gouvernements qui se sont succédé, du détachement et de la déception vis-à-vis des politiques de ce qui devrait être défini comme la gauche et, en particulier, du Parti démocrate qui, au cours des deux dernières décennies, a représenté les intérêts de la bourgeoisie.

Il est toutefois important de souligner que si le succès de FdI, qui assèche le parti de son allié (la Lega de Matteo Salvini), est une donnée significative, les votes de la droite au niveau global ne sont pas supérieurs à ceux du passé. Le système électoral du « Rosatellum » est antidémocratique et anticonstitutionnel car il crée une distorsion de la représentation politique. La coalition a en réalité été élue par une minorité, 12 millions de votes sur 46 millions d'ayants droit. Le résultat est également une conséquence des choix du Parti démocrate qui a renoncé à une alliance plus large avec le Mouvement 5 étoiles qui aurait au moins permis de réduire l'ampleur des résultats des droites dans les collèges uninominaux. Les droites unies ont en effet gagné la majorité des duels dans les collèges uninominaux de la Chambre des députés et du Sénat.

Dans ce contexte, l'élément notable est le rôle de l'abstention qui atteint 35% mais qui, dans certaines régions du Sud comme la Calabre, atteint des pics à 50%. Cela exprime bien la désillusion

d'amples secteurs sociaux et la perte de l'espoir dans la possibilité de changer les choses. Il ne s'agit pas d'un vote de rébellion face au système et aux politiques dominantes mais d'un vote qui exprime une grande désaffection qui ne débouche pas forcément vers une activité sociale et politique. Le deuxième élément important est bien sûr la victoire des héritiers du fascisme et je crois qu'il ne faut pas se laisser bercer par le langage lissé de Giorgia Meloni qui essaie de rassurer les marchés et la bourgeoisie ; il faut comprendre que le climat du pays va changer et qu'ils utiliseront des moyens pour mener, d'un côté, les politiques générales économiques et sociales demandées par la classe dominante et, de l'autre, qu'ils seront les acteurs de nombreuses incursions dangereuses sur le plan des droits civils, des droits démocratiques et des activités sociales et politiques.

Quelles seront les premières menaces pour le mouvement ouvrier et les minorités ?

La première menace sera certainement la gestion de l'économie à l'intérieur du cadre néolibéral et dans un contexte où les classes populaires sont confrontées à la

vie chère et à l'augmentation des prix. Il s'agira d'une gestion qui se situera dans la continuité du gouvernement précédent et qui essaiera de diviser la classe des travailleurEs dans les différents secteurs. Cela signifiera remettre en discussion la mesure contre la pauvreté représentée par le revenu de citoyenneté. Il s'agira d'une action visant à flexibiliser encore plus le travail et à augmenter l'exploitation. Ce gouvernement utilisera des moyens répressifs contre les mouvements, les luttes et les mobilisations sociales et contre tous ceux et celles qui chercheront à s'opposer à la détérioration des conditions salariales et de vie.

En même temps on assistera je crois à des attaques, culturelles et légales, qui seront habilement conduites sur les droits civils et sur tous les droits démocratiques, mais aussi sur les organisations de la classe et des syndicats. Il y aura très probablement une remise en question de la loi sur l'IVG.

Un parti qui se fonde sur Dieu, le père et la famille agira dans ce sens, il ne faut pas se faire d'illusions. Nous ne devons pas attendre : il faut descendre dans la rue et se réorganiser, il faut construire un mouvement fort tout de suite.

Propos recueillis par Héléne Marra

La vigueur de la résistance kurde à l'oppression

Dès le 18 septembre, des manifestations ont éclaté dans le Kurdistan iranien dont était originaire Mahsa-Jina Amini. Des grèves générales y ont été organisées dès le lundi 19. L'hostilité envers le régime est traditionnellement vive dans cette partie du territoire où la population est particulièrement opprimée. Aspirant à l'autonomie et à la démocratie, elle a fait partie des premières forces d'opposition au régime islamique. La répression y est particulièrement féroce : une bonne partie des prisonnierEs politiques d'Iran en sont originaires.

L'extension sociale et géographique des mobilisations

Parti des femmes, le mouvement s'est très vite étendu dans le monde étudiant. Il a gagné d'autres jeunes

citadinEs mais aussi des personnes plus âgées.

Tous les syndicats et associations non reconnus par le pouvoir ont soutenu ouvertement le mouvement. Dès le 17 septembre, le Syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran et de sa banlieue (VAHED) a par exemple déclaré « *condamner fermement ce crime* » et « *exiger des poursuites, un procès public et la punition de tous les responsables du meurtre de Mahsa Amini. La discrimination structurelle, institutionnalisée et patriarcale à l'égard des filles et des femmes dans le pays doit cesser* ».

La protestation a très vite débouché sur un nombre grandissant de manifestations à travers tout le pays, embrasant en une semaine pas moins de 100 villes dont la totalité des plus importantes. Face à cela, la répression a occasionné à ce jour plus de 50 décès, des centaines de blessés



et des milliers d'arrestation dans l'ensemble du pays.

Une politisation rapide du mouvement

Les slogans initiaux, globalement dirigés à l'encontre de la police des mœurs, se sont très rapidement enrichis de formules scandées en masse

telles que : « *Mort au dictateur* », « *À bas la République Islamique* », « *Ni Chah, ni Guide Suprême* », « *Femme, Vie, Liberté* », ou encore « *Pain, Travail, Liberté* ». Le mouvement a été fortement politisé dès le départ, et l'on n'est plus du tout dans un mouvement purement revendicatif. **Bahman Ajang**

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

RUSSIE Pas un soldat pour le criminel de guerre Poutine!

Le 21 septembre, Vladimir Poutine a annoncé le début d'une mobilisation « partielle ». Cette mesure est un signe clair de l'échec complet de l'« opération spéciale » de Poutine en Ukraine. Seuls le chantage nucléaire et une tentative de renverser la situation sur le front en surpassant en nombre l'armée ukrainienne peuvent sauver la clique de Poutine d'une défaite dans cette guerre impérialiste prédatrice.

Après six mois de guerre totale ayant entraîné des pertes énormes, les autorités russes tentent toujours de convaincre le public que tout se passe comme prévu et que seule une petite fraction de la population sera affectée par la mobilisation. Fidèle à la stratégie développée lors de la pandémie, le régime de Poutine n'appelle pas les choses par leur nom et invente des formules qui permettent de contourner la loi. Comme il y a deux ans, lorsqu'au lieu d'un référendum sur les amendements constitutionnels, on a annoncé un « vote populaire » et qu'au lieu d'un état d'urgence pendant une pandémie, on a mis en place un « régime de jours de congé », maintenant il y a une « opération spéciale » au lieu d'une guerre, et en lieu et place d'une mobilisation, il y a une « mobilisation partielle pour une opération militaire spéciale ».

Les autorités seront obligées d'enrôler de force

En effet, nous pouvons déjà voir que cette mobilisation ne sera pas partielle et pourrait toucher tout le monde. Le décret « Sur la déclaration de mobilisation partielle » ne précise pas les catégories de citoyens soumis à la conscription et prévoit un sursis pour les seuls employés de l'industrie de la défense. Seuls les membres du Conseil de la Fédération et les députés de la Douma peuvent se permettre de se sentir en sécurité, puisque la loi « Sur la formation et la mobilisation » les exemptent du projet. Ainsi, contrairement aux déclarations de Poutine et du ministre de la Défense Shoigu, tout homme de 18 à 60 ans et toute femme astreinte au service militaire (y compris, par exemple, le personnel médical) peuvent être soumis à la mobilisation. Le manque d'enthousiasme patriotique et la panique croissante indiquent que, pour atteindre les objectifs de mobilisation, les autorités seront obligées d'enrôler de force et d'envoyer au front tous ceux qu'elles croiseront. L'annonce de la mobilisation ressemble à une mesure désespérée et un challenge pour un régime qui avait misé sur la dépolitisation de masse. Il y avait un pacte informel entre les citoyens et l'État : « Vous restez en dehors des affaires de l'État, et l'État reste en dehors des vôtres ». Maintenant, il n'est plus possible de regarder tranquillement la guerre à la télévision ; des gens doivent y aller, et mourir.

Résister à la mobilisation par tous les moyens

La mobilisation produit le chaos. Les milliers de personnes qui fuient le pays révèlent un manque de soutien populaire pour la guerre. Des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes russes. Elles étaient certes peu massives et ont été violemment réprimées. Mais le fait d'avoir annoncé la mobilisation de façon aussi cynique et tardive montre que le régime de Poutine a une peur viscérale des manifestations spontanées et des soulèvements populaires. En mars, il semblait que la décision d'envahir l'Ukraine serait fatale pour le régime. Aujourd'hui, il y a encore plus de raisons de miser sur son effondrement. Au prix de milliers de vies, le système de Poutine tente de retarder sa chute.

La seule façon de mettre fin à la guerre est de vaincre Poutine et sa bande. Cette défaite doit être infligée à l'extérieur par la victoire de l'Ukraine et à l'intérieur en protestant contre la dictature de Poutine et en désobéissant à ses ordres. La participation forcée aux crimes perpétrés par la Russie sur le territoire d'un autre pays n'est pas un acte de courage ou de patriotisme. Ce qu'il y a de plus courageux en ce moment, c'est de résister à la mobilisation par tous les moyens possibles, qu'il s'agisse d'esquiver la conscription, de mettre le feu aux postes de recrutement ou d'actes de désobéissance massive et de sabotage. Non à la conscription ! Pas un seul soldat pour la guerre criminelle !

Source : posle.media, traduction J.S.

ÉTATS-UNIS Les gouverneurs républicains utilisent les migrantEs comme des pions dans leur jeu politique

Quand certains gouverneurs organisent des « coups d'éclat » anti-migrantEs dans le seul objectif de leur réélection.

Le 14 septembre, 48 migrantEs vénézuéliens qui étaient venus aux États-Unis pour demander l'asile et avaient été légalement admis dans le pays au Texas ont été attirés par un agent du gouverneur de Floride, Ron DeSantis, pour accepter une offre de vol vers Boston, Massachusetts, où ils recevraient des papiers de travail en procédure accélérée, de la nourriture et des vêtements, une aide financière et d'autres avantages. Les avions se sont en fait envolés vers Martha's Vineyard, un lieu de vacances pour les personnes très aisées de la côte Est. DeSantis n'avait pas informé les autorités locales, personne n'était là pour accueillir les migrantEs, et toutes les promesses qui leur avaient été faites étaient des mensonges. Les médias ont montré les migrantEs déçus et désorientés, hommes, femmes et enfants, tandis que les autorités, les ONG et la population locale s'efforçaient de leur fournir un logement, de la nourriture et une assistance.

10 000 migrantEs transportés vers Chicago, New York et Washington

M. DeSantis a défendu son action, attaquant le président Joe Biden pour son incapacité à sécuriser la frontière sud où entrent des immigrantEs, y compris des « trafiquants de drogue » et des « criminels », a-t-il dit. Il a déclaré sur un ton sarcastique qu'il était heureux d'assurer le transport des migrantEs vers les États sanctuaires démocrates. La législature de Floride avait approuvé un budget de 12 millions de dollars pour expédier les migrantEs hors de



Le Gouverneur DeSantis. WIKIMEDIA COMMONS

l'État et DeSantis a dépensé 615 000 dollars de cet argent pour les vols vers Martha's Vineyard.

Depuis plusieurs mois, trois gouverneurs républicains — Doug Ducey en Arizona, Greg Abbott au Texas et Ron DeSantis en Floride — transportent des immigrantEs hors de leur État afin d'obtenir un soutien politique pour leur parti avant les élections de mi-mandat qui auront lieu le 8 novembre. Ils ont jusqu'à présent transporté 10 000 migrantEs vers Chicago, New York et Washington, tous des États et des villes dirigés par le Parti démocrate. Ils agissent ainsi, disent-ils, en raison de l'énorme charge que les immigrantEs font peser sur leurs États et ils veulent attirer l'attention du public sur ce problème. Mais ils se réjouissent également des difficultés qu'ils causent aux gouverneurs et aux maires du Parti démocrate des États et des villes vers lesquels les migrantEs sont envoyés, tout en ignorant bien sûr les problèmes causés aux migrantEs.

Ce coup d'éclat destiné à aider le Parti républicain lors des élections de mi-mandat en novembre (destinées à renouveler la Chambre des représentants et un tiers du Sénat et divers postes locaux) vise également à faire la promotion des gouverneurs eux-mêmes. Abbot et DeSantis qui veulent être réélus et pourraient tous deux être candidats à l'investiture républicaine pour la présidence en 2024. Mais la manœuvre pourrait se retourner contre eux.

« Rien de plus qu'une posture politique »

Le shérif Javier Salazar, un démocrate du comté de Bexar, au Texas, a lancé une enquête criminelle sur DeSantis. Il a qualifié ce qui s'était passé de « violations des droits humains » et a déclaré qu'il pensait que les migrantEs étaient « une proie » et qu'ils et elles étaient « exploités » pour « rien de plus qu'une posture politique. » L'organisation Lawyers for Civil Rights (Juristes pour les droits

civiques) a intenté un recours collectif contre DeSantis au nom des demandeurEs d'asile vénézuéliens et d'Alianza America, un réseau d'organisations d'immigrantEs. La plainte affirme que DeSantis « s'est engagé dans un plan frauduleux et discriminatoire pour transporter près de 50 immigrants vulnérables, y compris des femmes et des enfants, de San Antonio, au Texas, à Martha's Vineyard sans abri ni ressources sur place ».

« Aucun être humain ne devrait être utilisé comme un pion politique dans le débat hautement polarisé de la nation sur l'immigration », a déclaré Ivan Espinoza-Madriral de Lawyers for Civil Rights.

Tout le monde s'accorde à dire que le système d'immigration étatsunien est défaillant, avec près de deux millions d'immigrantEs sans papiers détenus chaque année. Mais les Républicains suggèrent qu'ils sont des criminels ou des parasites qui vivent des avantages sociaux, alors qu'en fait toutes les études montrent que les immigrantEs obtiennent des emplois, contribuent économiquement et commettent moins de délits que les autres.

Nul doute que les gouverneurs républicains obtiendront le soutien de la base politique de Trump. Mais les photos des familles avec leurs enfants se tenant dans les rues, l'air perdu et effrayé, leur coûteront également les votes de nombreux indépendants. Les libéraux, les progressistes et les socialistes, qu'ils soient immigrés ou natifs, se sont mobilisés pour aider et défendre ces migrantEs, et pourraient être incités à se rendre aux urnes pour voter contre les Républicains et donc généralement pour les Démocrates. **Dan la Botz, traduction Henri Wilno**

ÉCOLOGIE Le capital fossile détruit la planète

La crise écologique qui se manifeste dans le changement climatique, la perte de biodiversité ou encore l'acidification des océans trouve son origine dans le mépris total des écosystèmes, dans la domination sur la nature du capitalisme mondial afin d'intégrer au cycle d'accumulation du capital les domaines échappant jusque-là à sa logique.

Bien sûr, ceux et celles prédisposés à maintenir le statu quo profondément inégal qui caractérise nos sociétés ne reconnaîtront pas ces raisons.

Un consensus accablant pour les énergies fossiles

Il est plus difficile cependant de contester le consensus scientifique sur le réchauffement mondial, principal marqueur de la crise écologique. Ce consensus est accablant pour l'économie fossile : si la planète est en flammes aujourd'hui, c'est parce que la société capitaliste brûle, depuis plus de 200 ans, des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz) pour son fonctionnement, conduisant à une concentration accrue de CO₂ dans l'atmosphère, au point de perturber le climat à un rythme effréné.

Les énergies fossiles sont partout autour de nous, de l'agriculture intensive à la production industrielle en passant par les principaux modes de transport. Pourtant, leurs effets délétères pour le climat sont connus depuis plus de 30 ans, et la production d'énergie renouvelable coûte aujourd'hui moins cher que celle d'énergie fossile.

Si l'économie fossile est maintenue, c'est parce qu'une fraction de la classe capitaliste mondiale dont

le secteur d'activités est la localisation, l'extraction et la vente de combustibles fossiles, utilise tout son immense pouvoir pour que le *business-as-usual* perdure.

ExxonMobil, BP, Shell, Total...

Cette fraction de la classe capitaliste qui se consacre à l'accumulation primitive de capital fossile se trouve derrière ExxonMobil, BP, Shell, Chevron, Gazprom, Saudi Aramco ou encore ConocoPhillips, pour ne citer que quelques-unes des entreprises impliquées.

En Belgique et en France, ce secteur est incarné principalement par Total (rebaptisé TotalEnergies dans le cadre de sa propagande visant à se repeindre en vert) et Engie. Si nous savons depuis plus de 30 ans que les émissions de CO₂ ont des effets si catastrophiques, ces entreprises le savent aussi (en réalité, elles le savent depuis plus longtemps encore — au moins depuis 1977 dans le cas d'ExxonMobil —, mais ont dépensé des millions de dollars afin de cacher ces connaissances au public et

de continuer leurs activités sans être inquiétées). Et si, malgré ces connaissances et malgré les catastrophes qui s'enchaînent, ces entreprises continuent de sonder, de creuser, de forer, d'extraire et de vendre des combustibles fossiles, elles peuvent légitimement être considérées comme criminelles.

En outre, malgré ses opérations de communication visant à montrer un désengagement, Total continue d'exercer des activités économiques et commerciales en Russie malgré la guerre d'agression menée par le régime de Vladimir Poutine contre l'Ukraine.

Profiteurs de guerre

L'entreprise bénéficie bien sûr de l'envolée des prix des hydrocarbures depuis le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine : au premier semestre 2022, l'entreprise a annoncé des profits de 17,7 milliards d'euros, près de trois fois plus qu'au premier semestre 2021. Alors que nous connaissons une inflation inédite depuis plusieurs décennies, Total et les autres entreprises du

capital fossile baignent dans des superprofits indécents.

Le capital fossile est littéralement un profiteur de guerre. Tandis que les vautours ont une utilité dans les cycles naturels, Total représente une autre espèce de charognard, enrichissant grassement ses actionnaires en mettant le feu à la planète.

Les entreprises du capital fossile ne se saborderont pas d'elles-mêmes, alors qu'elles continuent d'investir dans de nouvelles infrastructures, qui demanderont plusieurs années avant que le capital investi ne soit amorti, et dont les propriétaires espèrent tirer des profits pendant plusieurs décennies après ça.

Depuis plus de 30 ans, les gouvernements des principaux États capitalistes ont démontré, par la signature de traités de libre commerce, par les aides publiques fournies au capital fossile, par la poursuite de l'inaction de COP en COP, qu'il ne fallait rien attendre d'eux pour mettre fin à la combustion.

Élie Q.

Version intégrale sur gaucheanticapitaliste.org

TCHAD « Le clan Déby veut conserver le pouvoir, quel qu'en soit le prix pour le peuple »

Entretien. Zang Nézouné Mahamat est chargé d'enseignement à Paris 1, président de l'Amicale Panafricaine et opposant de longue date au régime d'Idriss Déby au Tchad. Nous l'avons interviewé pour comprendre les enjeux du « dialogue national » qui se déroule depuis un mois dans la capitale N'Djaména.

Dans quel contexte se déroule le « dialogue national inclusif et souverain » (DNIS) ?

Le DNIS est une très ancienne revendication de l'opposition démocratique et des rébellions armées. Lors de son accession au pouvoir (avril 2021) par une forme anti-constitutionnelle, le fils du dictateur Idriss Déby Itno a promis d'instaurer ce DNIS.

Une transition de 18 mois renouvelable une fois est alors mise en place, dirigée par un Conseil militaire de transition (15 généraux ayant tous servi sous la dictature) avec à sa tête le fils du défunt tyran, Mahamat Idriss Déby. Cette transition militaire avec un gouvernement civil comprenant certains partis politiques de l'opposition est contraire à la charte du 30 janvier de l'Union Africaine. La junte démarre son règne de manière brutale et sanglante, elle a été cependant adoucie par Emmanuel Macron, présent aux obsèques d'Idriss Déby Itno. Des manifestations organisées par des groupes politiques, des associations de défense des droits humains, des organisations syndicales ont été violemment réprimées (huit morts et plus de 500 arrestations), ses responsables ont été arrêtés. Quant au système économique et financier, il est totalement désorganisé. L'État est incapable d'assurer

ses fonctions traditionnelles. La politique sanitaire est quasi inexistante. Les hôpitaux sont de véritables mouroirs. L'enseignement est à son niveau le plus bas. Une défaillance qui profite à différentes organisations intégristes musulmanes qui distillent leur venin. Sans parler des détournements des deniers publics et de la corruption qui sont systémiques.

Un pré-dialogue a eu lieu avec les politico-militaires à Doha au Qatar de mars à août. Quel bilan peut-on en tirer ?

Ce pré-dialogue a rassemblé 52 organisations politico-militaires pas toujours représentatives, le gouvernement et des personnes ressources. Un accord a été signé le 8 août, en présence d'organisations internationales, entre le gouvernement tchadien et 32 mouvements politico-militaires. Le FACT (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad), le plus important militairement, n'a pas signé ce document. Le bilan est mitigé dans la mesure où les mouvements politico-militaires, naturellement méfiants, ont montré leur bonne volonté mais le gouvernement a renvoyé toutes les questions importantes au DNIS.

Des organisations refusent de participer au DNIS, notamment

le parti les Transformateurs et la coalition Wakit Tama. Quels sont les arguments qu'ils évoquent ?

Plusieurs organisations et partis politiques ont posé des préalables à leur participation au DNIS mais ne sont pas opposés à son principe. Les organisations suivantes : les Signataires de la déclaration du 19 mai (10 partis politiques et la coalition Wakit Tama) et le parti les Transformateurs ont des revendications fondées et légitimes (révision des quotas de participation au DNIS, égalité de représentation entre gouvernement et opposition réelle, non-inéligibilité des dirigeants de la transition aux prochaines échéances électorales, jugement des auteurs d'actes criminels, cessez-le-feu généralisé, libération des prisonniers de guerre de part et d'autre).

Quel rôle joue la France dans le processus de dialogue ?

Le gouvernement français soutient depuis le début la junte au pouvoir : aide financière, coopération militaire (formation et fourniture de matériel), survol des forces du FACT et transmission des informations à la junte. L'actuel ambassadeur de France rencontre très régulièrement le fils Déby et lui sert de « conseiller ». L'ancien ambassadeur de France au Tchad était présent et actif à Doha depuis le début du processus

du pré-dialogue. L'implication des autorités françaises est totale.

Quel est ton sentiment sur ce dialogue, simple manœuvre pour garder le pouvoir ou authentique volonté de rénovation de la vie politique au Tchad ?

Je ne suis personnellement pas très optimiste. Les critères de désignation des participants n'ont jamais été rendus publics : on est resté sur des bases floues. Le présidium du DNIS n'a pas été élu contrairement à la Conférence nationale souveraine de 1993. On ne sait toujours pas à ce jour qui aura le droit de vote parmi les quelque 1400 participants. Qui sera chargé d'appliquer les résolutions et décisions qui seront prises ? Comment seront choisis les membres du gouvernement de transition ? Le chef de la junte pourra-t-il se présenter à la future élection présidentielle ?

Je doute de la volonté de la junte de vouloir aller vers une authentique rénovation et/ou refondation de la vie politique au Tchad. Les Signataires de la déclaration du 19 mai avaient demandé une suspension des travaux du DNIS afin de trouver un accord permettant de les associer à ces assises. Ils ont reçu une fin de non-recevoir. Cela démontre la volonté du clan Déby de conserver le pouvoir, quel qu'en soit le prix pour le peuple tchadien. Sans une réelle consultation nationale inclusive, rien ne peut endiguer l'appareil de gouvernance mis en place par le CMT après le coup d'État anticonstitutionnel du 21 avril 2022. **Propos recueillis par Paul Martial**

NAPLOUSE L'Autorité palestinienne, supplétif des forces d'occupation

Remplissant son rôle d'armée par procuration d'Israël, l'Autorité palestinienne a procédé à l'arrestation de résistants à Naplouse, suivie de violents affrontements avec les habitants de Naplouse au milieu des chants dénonçant le collaborationnisme de l'AP.

Lundi 19 septembre, les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne (AP) ont effectué un raid dans la ville de Naplouse, à 80 km au nord-est de Ramallah, afin d'arrêter deux résistants palestiniens recherchés par Israël, Musaab Shtayyeh, 30 ans, et Ameer Tbeileh, 21 ans.

Un Palestinien, Firas Yaish, 55 ans, a été tué, tandis que plusieurs autres ont été blessés, dont Abed El Fattah qui a été touché par trois balles et s'est retrouvé dans un état critique à l'hôpital spécialisé arabe.

Si l'arrestation de résistants par l'AP au milieu d'une campagne d'assassinat à grande échelle contre eux a pu être un choc pour certains Palestiniens, une atmosphère bien différente s'est emparée de Naplouse, plus précisément de la vieille ville.

L'Autorité palestinienne sert d'armée par procuration

À partir de lundi soir, lorsque les forces de l'AP ont enlevé Musaab Shtayyeh et Ameer Tbeileh, la ville de Naplouse et les villes voisines sont en feu. Les rues sont pleines de pneus en feu et une couche de pierres a marqué la bataille qui a eu lieu peu de temps auparavant.

Les factions de résistants armés avaient publié un communiqué plus tôt mardi 20 septembre, appelant les Palestiniens à se révolter contre la détention des jeunes résistants.

« Nous informons que jusqu'à présent nous sommes restés silencieux et qu'aucune action subversive n'a encore été entreprise en réponse à cette arrestation, malgré notre capacité à le faire », indique le communiqué.

Quelques heures plus tard, un appel à l'action a été diffusé sur les médias sociaux et les médias palestiniens. « À tous les habitants de notre ville courageuse, la ville des martyrs et de la résistance, nous vous saluons avec défi et fermeté », est-il indiqué, suivi d'un appel à fermer toutes les routes de la ville à 15 heures mardi en signe de protestation contre l'attaque contre les combattants de la résistance. Cette attaque s'est produite dans le cadre d'une répression militaire israélienne brutale baptisée Opération « Briser la vague », à laquelle l'Autorité palestinienne participe désormais de manière informelle.

Les jeunes Palestiniens des villes et villages voisins, notamment des camps de réfugiés, ont répondu à l'appel. Les routes de Naplouse étaient bloquées par des poubelles et des pneus en feu, mais les flammes orange familières qui s'étendaient sur plusieurs kilomètres autour de la ville, signalant habituellement une confrontation avec l'armée israélienne, marquaient maintenant une zone de guerre différente avec les forces de sécurité palestiniennes armées.

L'absence de soldats israéliens, qui sont habituellement stationnés aux différentes entrées de Naplouse, était presque sinistre. La route de Naplouse près du camp de réfugiés de Balata était fermée, et le bruit des gaz lacrymogènes, des grenades assourdissantes et des balles réelles résonnait depuis la place des Martyrs, à quelques kilomètres de là.

Le champ de bataille était presque identique à celui auquel la ville s'était habituée lors des raids de l'armée israélienne. Ce qui est le plus frappant, c'est la vue des véhicules blindés de l'Autorité palestinienne, qui ressemblent à ceux de l'armée israélienne, tandis que leurs tactiques pour réprimer les protestations semblent être tirées d'un manuel israélien. En réalité, c'est comme si Israël déléguait sa tâche de domination coloniale à ses mandataires de l'Autorité palestinienne.

Mariam Barghouti, traduction J.S.

Version intégrale (en anglais) sur mondoweiss.net

GRANDE-BRETAGNE Liz Truss et la guerre de classe

Réductions d'impôt pour les riches, réduction de l'impôt sur les sociétés, nouvelles attaques contre les droits syndicaux, hausses de prix: le gouvernement de la Première ministre Liz Truss a lancé une attaque contre les travailleurs et travailleuses à une échelle que nous n'avions pas vue depuis des décennies.

En plus d'être un pari économique, la stratégie de Liz Truss est une stratégie politique. Elle s'appuie sur une analyse particulière du référendum sur le Brexit de 2016 et de la victoire électorale de Boris Johnson en 2019, qui considère que ce pour quoi les partisans du Leave (la sortie de l'UE) et des Tories ont voté à ces deux occasions renvoie au soutien à une politique de droite dure, thatchérienne.

Un soutien aux politiques thatchériennes ?

C'est une mauvaise compréhension des deux votes. Les gens ont voté Leave pour une série de raisons qui n'avaient rien à voir avec l'économie, que ces raisons soient mauvaises (racisme) ou bonnes (rejet du statu quo néolibéral). Les électeurs et électrices ont élu Boris Johnson parce qu'il s'est présenté comme un outsider à une époque où les gens méprisaient les politiciens, et parce qu'il a affirmé qu'il allait « faire le Brexit », à une époque où tout le monde en avait assez de cette saga ennuyeuse et sans fin. Le soutien aux politiques thatchériennes est beaucoup plus faible que ne le croient Liz Truss et les chroniqueurs du Daily Telegraph. Il faut également se rappeler que lors du premier tour du vote pour

la direction des Tories, Liz Truss n'a été soutenue que par un député sur sept. Il n'est donc pas étonnant que certains députés conservateurs expriment déjà des inquiétudes. Et les marchés financiers qui devront prêter des sommes considérables au gouvernement n'étaient pas convaincus que les objectifs de croissance seraient atteints, alors que la livre est tombée à son plus bas niveau par rapport au dollar depuis les années 1980. Un analyste de la City a déclaré vendredi 23 septembre, dans l'après-midi : « C'est le pire jour que j'ai jamais vu sur les marchés, d'un point de vue britannique ».

Construire les mobilisations et les grèves

En plus de la faiblesse et de la division du côté des Tories et des patrons, il y a de véritables forces de notre côté. Plus de 190 000 personnes se sont engagées à annuler leurs paiements de chauffage pour le 1^{er} octobre. La campagne *Enough is Enough* prévoit, pour cette date, des manifestations dans 13 villes de Grande-Bretagne. L'Assemblée du peuple (The People Assembly) organise une grande manifestation, lors de la conférence des Conservateurs, le 2 octobre. Toutes ces mobilisations et campagnes

peuvent être énormes et traduire une colère sociale. Elles montrent clairement le peu de soutien dont bénéficie Liz Truss.

Enfin, les principales luttes pour les travailleurs et travailleuses sont celles qui se déroulent sur les lieux de travail. Les grèves nationales se poursuivent dans les chemins de fer, dans Royal Mail, BT (British Telecom PLC) et Openreach, avec des centaines de milliers de personnes qui vont débrayer le 1^{er} octobre.

Le mouvement de grèves commençait lundi 26 septembre dans 26 collèges d'enseignement postobligatoire et mardi 27 septembre dans le port de Felixtowe. Des secteurs de salariéEs allant des travailleurs du pétrole aux infirmières sont en train de voter pour décider d'initiatives de grève. De nombreuses grèves locales sont gagnantes — les travailleurs et travailleuses des bus de First Cymru, membres d'Unite, ont obtenu la semaine dernière une augmentation de salaire de 14 %. Mais avec la direction de Royal Mail à l'attaque et Liz Truss au gouvernement, les conflits menés par le RMT (chemins de fer) et le CWU (poste et communications) ne seront pas faciles à gagner. Les dirigeants syndicaux doivent faire face aux attaques des patrons et des Tories, et aller au-delà des actions d'un jour, ce qui pourrait permettre de battre Truss et le ministre des Finances Kwarteng en quelques semaines.

Colin Wilson

Article publié sur le site de rs21.org; traduction rédaction A l'Encontre.



BRÉSIL

FACE À LA MENACE BOLSONARO

À l'occasion de l'élection présidentielle qui se tiendra au Brésil le 2 octobre, nous publions les analyses de camarades de la gauche radicale brésilienne.

EST-IL POSSIBLE D'EN FINIR AVEC BOLSONARO DANS LA RUE ET DANS LES URNES?

La réponse à la question est compliquée, mais incontournable. Elle est compliquée car les réponses simples, qu'elles soient de type « oui » ou « non », ne sont pas satisfaisantes. Mais elle est incontournable car l'essence de cette lutte électorale de 2022 est de savoir si une défaite de Bolsonaro dans les urnes affaiblira de manière décisive l'extrême droite, en particulier le courant néo-fasciste.

La clé est de savoir si la défaite de Bolsonaro sera dévastatrice ou non. Il y a une différence entre les défaites électorales et les défaites politiques. Les défaites électorales sont passagères, éphémères et temporaires. Les défaites politiques sont sévères, graves et potentiellement irréversibles.

«Vaincre Bolsonaro»... mais comment ?

Nous ne pouvons pas encore prédire si ces élections seront décidées au premier ou au second tour. L'hypothèse la plus dangereuse serait que Bolsonaro parvienne à se hisser au second tour. Cette hypothèse repose sur deux prémisses : la première est que, si la candidature de Lula reste évidemment favorite, le



bolsonarisme préserve la sympathie de la « masse » de la bourgeoisie et une audience dans les couches moyennes d'une ampleur telle qu'elle laisse présager une présence au second tour ; La seconde est qu'il est possible que le rejet de Bolsonaro, après presque quatre ans au pouvoir, bien que beaucoup plus important que le rejet du PT, ne soit pas assez important pour déplacer une partie des électeurs de Ciro Gomes [candidat de « centre gauche » arrivé troisième en 2018] et, dans une moindre mesure d'autres candidats, pour voter pour Lula le 2 octobre. Mais est-il possible de vaincre, oui ou non, Bolsonaro ? Dans les sondages, c'est possible, même si le combat est loin d'être terminé. Dans la rue, cela dépend de la volonté des masses de se battre et de la détermination des organisations et de leurs directions. Une réponse affirmative à la question « Vaincre Bolsonaro », un oui sans médiations, est donc politiquement naïf. Le bolsonarisme ne cessera pas d'exister en tant que deuxième force politique du pays si Bolsonaro perd les élections, mais il survivra indemne s'il ne fait pas l'objet d'une enquête et d'une arrestation. Ce qui dépendra de la force de la mobilisation sociale antifasciste.

Ne pas miser que sur le terrain électoral

Un pari unilatéral sur une victoire sur le terrain électoral pourrait être fatal. Il surestime l'importance des élections présidentielles dans la conception actuelle du régime, et ignore le poids de la majorité réactionnaire qui sera probablement élue au Congrès national. Il ignore le poids politique que le pouvoir judiciaire a gagné avec l'opération Lava Jato, oublie la force économique et sociale de la classe dirigeante et sous-estime la pression impérialiste sur le Brésil.

Il ne tient pas compte du passage à droite d'une partie importante de la classe moyenne et diminue l'impact de l'émergence d'un mouvement néo-fasciste. Il fantasme notamment sur le fait qu'un éventuel futur gouvernement dirigé par le PT serait prêt à aller jusqu'au bout pour révoquer l'œuvre du coup d'État. Cela ne serait possible qu'en faisant appel à une mobilisation populaire permanente, condition incontournable face aux affrontements prévisibles. Il se trouve que le PT est autolimité par les contradictions internes de sa direction, comme en témoignent les vingt dernières années. Mais une simple réponse négative est également unilatérale. Si nous considérons qu'il n'est pas possible de vaincre le bolsonarisme aux élections, parce que le néofascisme survivra à une défaite électorale, cela laisse le terrain de l'action directe pour remporter la victoire politique et sociale. Il y a une part de vérité dans ce raisonnement. Mais elle est dangereuse si elle est interprétée de manière unilatérale. La grande majorité de la gauche, y compris la gauche radicale, a décidé de ne pas s'allier au bolsonarisme dans les rues en ce jour de bicentenaire [le 7 septembre dernier]. C'était une décision mûre et sensée.

«La révolution ou rien» ?

Ceux qui, au sein de la gauche radicale, sous-estiment l'impact

monumental que la victoire de Lula aurait sur l'état d'esprit des secteurs les plus organisés de la classe ouvrière et des masses populaires, six ans après la destitution, et la terrible expérience avec le gouvernement Bolsonaro, ont tort. Cela revient à dire « la révolution ou rien », ce qui est un discours ultimatisé. Pire, en fonction de l'actuel rapport de forces social défavorable, dans lequel il n'y a même pas la moindre disposition pour une confrontation frontale dans les rues avec les fascistes, qui serait de la plus grande gravité, il s'agit d'un ultimatum adressé aux travailleurs, et non à l'ennemi de classe.

La gauche radicale a parmi ses slogans classiques le mot d'ordre « Seule la lutte change la vie ». C'est un slogan juste. Il doit être répété, inlassablement, car il est éducatif et inspirant. Mais cela n'autorise pas à conclure que les élections ne changent rien. Parce que ce n'est tout simplement pas vrai.

Les élections sont aussi un terrain sur lequel se développe la lutte des classes, et l'indifférence à leur égard révèle une naïveté inexcusable. Et la conséquence est un manque de compréhension qui doit être combattu en priorité. Il n'est pas possible de lutter contre tout le monde, avec la même intensité, tout le temps. En politique, vous devez choisir qui vous combattez, en priorité, si vous voulez gagner. Il y a un fasciste avec une influence de masse qui se présente aux élections. De plus, nous avons les élections dans les États. Pour l'instant, il est très probable qu'au moins dix des gouverneurs réactionnaires actuels pourraient être élus, y compris dans des États clés, comme le Rio Grande do Sul avec Milk et le Minas Gerais avec Zema, le Paraná avec Ratinho Jr. et le Goiás avec Ronaldo Caiado, et même Rio de Janeiro avec Cláudio Castro.

La victoire... et après ?

De toute évidence, la victoire de Lula sera la plus spectaculaire. Il y aurait même une certaine forme de justice. Mais, même si l'on considère que cette issue aurait pour conséquence une hausse du moral de la classe ouvrière, et une désorientation prévisible, au moins temporaire, de la classe dominante, dont résulteraient des conditions de lutte plus favorables, cela ne permet pas de conclure qu'un futur gouvernement du PT correspondrait, directement, à une annulation de l'œuvre du coup d'État. Ce serait un scénario plus favorable, mais seulement le début d'une nouvelle conjoncture de lutte.

Dans ce contexte, plus le vote pour des candidats PSol à la députation sera élevé au premier tour, meilleures seront les conditions de la lutte politico-sociale qui suivra les élections. Pour trois raisons. D'abord, parce qu'ils seront un point d'appui combatif pour propulser jusqu'au bout la lutte contre l'extrême droite bolsonariste. Deuxièmement, les conditions pour faire pression sur le PT depuis la gauche seront plus favorables. Troisièmement, parce que la réorganisation de la gauche sera poussée avec plus de force, favorisant les conditions de lutte des masses populaires.

Valerio Arcady, traduction J.S.

BOLSONARO N'ACCEPTERA PAS UNE DÉFAITE ÉLECTORALE. QUE FAIRE ?

Au stade actuel de la campagne électorale, la position de Lula dans les sondages est si favorable, en raison de la consolidation d'une avance substantielle, que l'hypothèse d'une victoire de Lula au premier tour est là.

Bien qu'avec une certaine marge d'incertitude, même une majorité de votes valides est possible. Le taux de rejet de Bolsonaro reste extrêmement élevé, supérieur à 50 %. Une victoire dans le Sud-Est et le Nord-Est, soutenue par les personnes les plus pauvres, les femmes, les Noirs et les jeunes, renforcée par un déplacement silencieux des électeurEs des autres candidatEs, notamment Ciro Gomes, pourrait garantir les 2% manquants. Ce serait la meilleure chose possible, car si un second tour devait avoir lieu, octobre 2022 sera certainement le mois le plus long de notre vie. Bolsonaro n'hésitera pas à « jouer la terreur », dès la nuit du 2 octobre. « Jouer la terreur » est une façon de décrire ce qui sera une campagne électorale effrayante, implacable et impitoyable. Ces derniers mois, nous avons déjà eu un bon aperçu de la façon dont les haines sociales allumées par les fascistes répandent des peurs politiques. Mais cela pourrait être bien pire.

Bolsonaro ne reconnaîtra pas les résultats

La campagne systématique de mise en question des urnes électroniques et de dénonciation, à l'avance, des dites fraudes doit être prise au sérieux. Bolsonaro a déjà fait savoir qu'il ne reconnaîtra pas la légitimité du résultat s'il ne gagne pas. Il tentera d'enflammer la fureur de sa base sociale en dénonçant le fait que ses suffrages ont été dérobés. Il serait imprudent d'ignorer que cette campagne a une immense

résonance sociale parmi les dizaines de millions de personnes qui s'identifient au bolsonarisme. Ils ont fait preuve d'une force de frappe sociale.

Il serait malavisé de sous-estimer l'autorité charismatique de Bolsonaro et l'impact du discours césariste sur les masses réactionnaires qui le suivent. Le 7 septembre [Journée nationale de mobilisation avec deux grandes manifestations pro-Bolsonaro : l'une à Brasilia ; l'autre à Copacabana, à Rio] a offert une leçon fondamentale : il existe un mouvement politique de type fascistoïde au Brésil. Toute perplexité, incertitude, hésitation ou tergiversation sur la caractérisation, l'implantation et la capillarité de cette force politique relèverait d'une erreur aux conséquences stratégiques. Un parti fasciste de type « classique » n'a pas été construit, pour des raisons multiples — une question complexe — mais cela ne diminue pas le danger que représente le bolsonarisme. Cela renvoie à :

- des facteurs structurels, comme la fracture au sein de bourgeoisie ainsi qu'à des difficultés d'organisation de secteurs intermédiaires ;
- des facteurs superstructurels : il y a eu beaucoup d'improvisation dans la préparation de la candidature de Jair Bolsonaro en 2018. À cela s'est ajoutée la recherche d'une majorité au Congrès qui a imposé une négociation avec le marais de plus de douze partis du centrão¹. Enfin, le style de leadership personnel de Bolsonaro à des effets de désorgarnisation, même pour l'extrême droite. Mais

le bolsonarisme ne se dissoudra pas avec une défaite électorale. Seule une profonde défaite politique ouvrira la voie : elle doit passer par une procédure judiciaire, par la condamnation et l'emprisonnement de Bolsonaro ; ce qui dépend en outre d'un changement dans les rapports de forces sociaux.

La menace de l'armée

Le décompte parallèle des voix que les forces armées ont obtenu du TSE (Tribunal Superior Eleitoral) est une anomalie antidémocratique qui n'a pas été dénoncée. Il ne s'agissait pas d'une « manœuvre intelligente » pour ouvrir une brèche entre le bolsonarisme et l'armée. Dans le cadre d'un chantage public explicite [contre le système de vote électronique et ses résultats], il s'agissait d'une concession déraisonnable, déguisée

en geste consenti, afin qu'un contrôle externe inapproprié, indu et arbitraire puisse remettre en question le résultat des élections.

Imaginer que les forces armées ont exigé cette prérogative afin de renforcer la légitimité du TSE en cas de victoire de Lula est un pari insensé qui ignore le rôle de l'armée au cours des quatre dernières années. La justice électorale est la seule institution à laquelle il est prévu d'attribuer le comptage, le décompte et la promulgation des résultats de la votation. Le droit de surveiller les élections n'autorise pas le dépouillement indépendant et, encore moins, l'annonce ou la proclamation d'un quelconque résultat. L'autorisation donnée aux forces armées de disposer de leur propre centre de comptage était insensée. À la différence des élections nord-américaines, au

Brésil, le haut commandement de l'armée est le complice de Bolsonaro.

La mobilisation de masse sera indispensable

Si Bolsonaro ne reconnaît pas le résultat électorale, comme cela est prévisible, il faudra se battre pour ouvrir, immédiatement, un processus de destitution éclair de la présidence. Bolsonaro, à l'intérieur du Palais du Planalto, sera un hors-la-loi. Cette initiative doit venir à la fois du Législatif et du Judiciaire. Le Tribunal supérieur électoral doit prendre l'initiative de défendre la limpidité du processus électoral qu'il a lui-même organisé. Le Congrès national ne peut pas continuer à être pris en otage par un président qui subvertit le régime démocratique en ne reconnaissant pas sa défaite électorale.

Dans ces circonstances, la mobilisation de masse sera indispensable. En fin de compte, ce sera le facteur décisif. Dans la nuit du dimanche 2 octobre, il sera essentiel de descendre dans la rue pour célébrer la défaite de Lula. Le rôle de la gauche dans ce scénario redoutable mais prévisible sera vital. Pourvu qu'une victoire soit possible au premier tour, et que s'opère une transition sans de terribles turbulences. Mais ce n'est pas le cas. Nous avons besoin d'un plan A, d'un plan B et même, pour être sûr, d'un plan C. Préparons-nous au pire des scénarios. Nous ne pouvons pas laisser échapper la victoire dans les urnes. De nombreuses personnes ont trop souffert pour laisser faire cela.

V.A., traduction A l'Encontre

⁽¹⁾ Partis qui vivent financièrement des liaisons avec les diverses institutions du pouvoir.

UNE VICTOIRE AU PREMIER TOUR EST POSSIBLE

Le dernier sondage Datafolha, publié le 22 septembre, laisse ouverte la possibilité que l'élection soit décidée au premier tour. Les chiffres indiquent une décision dans la marge d'erreur, avec 50 % des votes valides pour Lula. Les prochains jours seront décisifs.

Ce que l'on peut voir dans les rues et la campagne électorale, c'est qu'il existe une majorité sociale pour rejeter Bolsonaro. Et une large unité, de différents secteurs, pour stopper toute tentative de coup d'État par le gouvernement. Nous devons vaincre le projet Bolsonaro immédiatement, sans attendre le second tour, pour renforcer la lutte dans les rues contre l'extrême droite.

Le cauchemar doit prendre fin

Du nord au sud du pays, surtout, comme le montrent les sondages, parmi les plus pauvres, les femmes et les Noirs, un désir résonne : se débarrasser de la tragédie qu'est le gouvernement Bolsonaro.

Récemment, deux statistiques ont été publiées, qui font honte au pays et montrent que le gouvernement Bolsonaro a considérablement intensifié le processus structurel de décadence au Brésil. Dans le classement de l'IDH (indice de développement humain) des Nations unies, le Brésil a perdu trois places, ce qui illustre la perte de qualité de vie de millions de Brésiliens. L'autre fait alarmant est la situation de l'éducation. Selon le système d'évaluation de l'éducation de base (SAEB), le Brésil a enregistré une détérioration de l'apprentissage des élèves à tous les niveaux. L'impact le plus important et le plus inquiétant concerne l'alphabétisation, où le déclin est encore plus marqué.

Voici le gouvernement actuel : sous tous les angles, c'est un gouvernement désastreux. Et la possibilité d'y mettre fin est concentrée maintenant, le 2 octobre, pour éviter un second tour imprévisible et commencer la lutte pour que Bolsonaro soit obligé d'accepter les résultats légitimes de l'élection.

À cette fin, en plus de suivre la campagne de rue, où nous nous



WIKIMEDIA COMMONS

sommes distingués en tant que PSOL et nos candidatures dans tout le pays, nous avons participé aux actes et aux rassemblements de la campagne générale. Il convient de noter l'acte qui a été posé entre les anciens candidatEs à la présidence, avec la présence de Luciana Genro, qui a marqué un moment important d'unité de l'action antifasciste. « Nous sommes ici pour affronter le fascisme », a déclaré Luciana, qui s'est présentée à la présidence en 2014 pour le PSOL et qui est maintenant candidate à la réélection à l'Assemblée législative Gaúcho. « Nous nous unissons ici, autour de toi, Lula, de ton nom, de ta force politique, de ton leadership politique comme référence de masses pour le peuple brésilien, parce que nous avons la conviction que ton élection nous permettra de respirer à nouveau

pour pouvoir lutter pour une véritable démocratie. »

Dans cet esprit, en préservant les différences, mais en luttant pour la victoire de Lula au premier tour, nous descendons dans la rue pour convaincre les électeurEs, dans la semaine qui reste.

Transformer les votes

Dans la dernière ligne droite, nous devons continuer à dialoguer avec les larges couches de la population. Pas seulement en distribuant des tracts, mais en approchant et en parlant à davantage de personnes — membres de la famille, collègues, amiEs et connaissances — personnes aux points de grande concentration du public dans les villes. Chaque vote est important et il ne s'agit pas d'un simple jargon rhétorique. Nous sommes face à une élection qui peut être décidée par

1% des voix, pour une victoire définitive de Lula au premier tour. Nous devons chercher à transformer le vote des électeurEs indécis, encore méfiants ou apathiques ; des électeurEs qui doutent d'aller voter au 2^e tour ; des électeurEs de Ciro Gomes, qui joue un rôle régressif dans cette élection ; et même des électeurEs de la gauche radicale, en montrant la différence entre une victoire au premier tour et un scénario nébuleux au deuxième tour. Tout cela doit être combiné avec l'effort concentré du militantisme, dans tout le pays, pour élire des parlementaires alignés sur l'aile indépendante et anticapitaliste du PSOL. Une lutte qui articule les besoins immédiats avec la perspective d'un autre avenir. Mettons-nous au travail ! **Israel Dutra et Thiago Aguiar, traduction J.S.**



WIKIMEDIA COMMONS

AUTOMOBILE Non, les salariéEs de Renault ne toucheront pas une prime de 1 000 euros

Une communiqué de SUD Renault.

La direction de Renault et certains syndicats laissent croire ce matin [23 septembre] que les salariéEs de Renault vont toucher une prime de 1 000 euros. C'est faux.



On est loin des 1 000 euros annoncés

À l'issue de la réunion de négociation d'hier jeudi 22 septembre, la principale proposition de la direction de Renault concerne une prime de partage de la valeur de 500 euros. Les salariéEs qui viennent travailler en voiture ou en transport en commun pourraient en plus toucher une prime de transport de 100 euros.

Quant aux autres mesures, elles sont aléatoires. Les salariéEs ne seraient pas prélevés de cotisation mutuelle pendant trois mois, mais à condition d'être affilié à la mutuelle de l'entreprise et pas à celle de son conjoint par exemple. La cotisation minimum de la mutuelle choisie par Renault est de 26,14 euros par mois, ce qui ferait 78,42 euros d'économie en tout, et pas 315 euros comme annoncé. On est donc loin des 1 000 euros annoncés pour la majorité des salariéEs de Renault.

Ce qui ne figure pas dans les mesures envisagées par Renault, c'est par contre une hausse des salaires à la mesure de l'inflation. À la différence des primes, une hausse de salaire est durable. Et elle alimente les caisses de la Sécurité sociale grâce aux cotisations sociales. Cela permettrait d'éviter une nouvelle dégradation de nos conditions de départ en retraite comme l'envisage de nouveau le gouvernement.

Le décrochage entre nos salaires et l'inflation signifie une baisse de nos salaires réels.

La direction de Renault se félicite de ses résultats financiers du 1^{er} semestre 2022. Elle a relevé ses objectifs financiers pour l'année 2022. Elle doit aussi relever ses objectifs salariaux.

Ce qu'il faut, c'est une augmentation générale des salaires d'au moins 300 euros par mois pour tous les salariéEs, ouvriers, techniciens et cadres.

SUD Renault appelle les salariéEs à participer le plus nombreux possible aux appels à la grève à aux manifestations du jeudi 29 septembre pour l'augmentation de nos salaires et la défense de nos retraites.

SUD Renault Guyancourt

Aubevoys, le 23 septembre 2022

En polarisant l'attention politique et médiatique sur une polémique entre « gauche du travail » et « gauche des allocations », la direction du PCF poursuit un but immédiat. Ayant dû accepter d'intégrer la Nupes pour sauver son existence parlementaire, elle veut refermer la parenthèse en enfonçant le coin de la division dans une union qu'elle estime contradictoire avec ses intérêts d'appareil.

«Débarasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain»

Le procédé n'est pas nouveau, le thème choisi, par contre, marque une rupture qui n'a rien d'anecdotique. C'est en effet aux fondements même de la Sécurité sociale, dont le PCF se prétend le gardien vigilant, que s'attaque Fabien Roussel.

L'ordonnance de 1945, dont Ambroise Croizat, ministre du Travail du PCF dans le gouvernement Charles de Gaulle, fut l'artisan, affirmait dans son préambule : « La sécurité sociale est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille, dans des conditions décentes. [...] Elle répond à la préoccupation de débarrasser les travailleurs de l'incertitude du lendemain [...] »

Le rapport de forces particulier existant au lendemain de la Seconde Guerre mondiale a en effet permis d'imposer au patronat qu'en plus du salaire direct, celui-ci doit verser, de manière obligatoire, des « cotisations sociales » partie dite « socialisée » du salaire. Ces cotisations sociales permettent de financer des revenus de remplacement (pensions de retraite, indemnités journalières pour maladie) ou les allocations familiales. À l'époque la Sécurité ne prit pas en compte le « risque » chômage, celui-ci étant quasi inexistant. Ce fut, par la suite, le rôle des Assedic, devenues une partie de Pôle emploi.

Un combat d'arrière-garde

Le patronat et les politiciens des classes dominantes ont dû accepter mais ont toujours combattu la ponction opérée sur leurs profits pour financer des situations « hors travail ». Ce n'était pour eux rien d'autre qu'un encouragement à la « paresse » naturelle des « classes subalternes ».

« L'assistanat », « cancer de notre société » selon Wauquiez, Le Pen ou Zemmour, ou le « pognon de dingue » que coûtent les allocations selon Macron ne sont que

GAUCHE DU TRAVAIL CONTRE GAUCHE DES «ALLOCS»

« Good bye Croizat » !

« La gauche doit défendre le travail et ne pas être la gauche des allocations et minima sociaux ». La sortie de Fabien Roussel, secrétaire général du PCF et ex-candidat à la présidentielle, à l'ouverture de la fête de l'Huma n'a rien d'une improvisation.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

les derniers avatars de ce combat. Le but poursuivi est triple :

- réduire massivement les coûts de la protection sociale (ce qui permet d'augmenter celle des profits) ;
- contraindre les salariéEs n'ayant pas d'autre choix à accepter n'importe quel emploi pour n'importe quel salaire ;
- diviser les salariéEs entre eux (ceux qui « travaillent dur » contre les « assistés »).

Roussel leur emboîte le pas, prétendant « écouter » ceux qui « parlent d'assistanat en nous disant qu'ils travaillent et que eux [les bénéficiaires de minima sociaux] ne travaillent pas ».

Macron engage une nouvelle contre-réforme de l'indemnisation du chômage, en modulant les allocations selon le niveau de l'emploi. C'est le moment choisi par Roussel pour affirmer « le sujet n'est pas d'augmenter les minima sociaux mais de sortir des minima sociaux ». Ces propos seront ressentis, à juste titre, comme une trahison par les chômeurEs et ceux qui défendent leurs droits et comme un soutien par le gouvernement. Attal, ministre des Comptes publics, présent à la fête de l'Humanité, ne s'y est

pas trompé et a immédiatement approuvé les propos de Roussel. Quoi qu'il en dise, une fois engagé dans cette voie, il sera difficile à Fabien Roussel de s'arrêter en chemin et de ne pas « entendre » aussi les mêmes lui expliquer que leur voisinE de palier est aussi unE assistéE qui « fait des enfants pour toucher les allocs » ou que celui de l'étage du dessus est un « tire-au-flanc qui multiplie les arrêts maladie, pour ne pas aller bosser et toucher les indemnités journalières ». Chômage, retraites, allocations familiales, indemnités journalières, ce sont tous les droits sociaux acquis par les salariéEs qui sont mis en cause par la dénonciation de « ceux qui vivent des allocs ».

Revenus de substitution ou plein emploi : l'absurde dilemme

Pour tenter de justifier sa capitulation devant l'idéologie libérale, Roussel tente de lui opposer l'exigence de la « fin du chômage » : « Je me bats pour une société qui se fixe comme horizon de garantir un emploi, une formation, un salaire à chacun de ses concitoyens. »

Si « l'horizon » est bien celui d'une société qui en finisse avec le chômage, c'est-à-dire, en clair, d'une société qui rompe avec le capitalisme, toute la question est de savoir quelle stratégie et quels mots d'ordre on avance pour y parvenir.

Il est frappant que, de ce point de vue, Roussel ne dise rien de la revendication centrale permettant de mener la lutte dans cette direction : travailler toutes et tous pour travailler moins, en d'autres termes le partage du travail entre toutes et tous, qui permet à la fois de donner à touTEs un emploi et un salaire digne, de réduire massivement le temps de travail contraint, et de donner à chacunE le temps nécessaire aux loisirs, aux relations sociales à l'épanouissement personnel, à la participation à la vie de la cité.

Il y a urgence à débattre avec les militantEs et sympathisantEs du PCF sur les effets désastreux de l'orientation défendue par Fabien Roussel. Elle ne lui fera gagner ni électeurEs ni militantEs, mais elle crée des obstacles supplémentaires aux nécessaires mobilisations.

Jean-Claude Delavigne

ÉDUCATION NATIONALE Mobilisation contre la répression !

Nous publions des extraits de l'appel de la réunion nationale sur la répression contre Kai Terada¹ organisée le dimanche 25 septembre.

Après le succès du rassemblement au ministère du mercredi 21 septembre, Kai Terada a appris le jeudi 22 qu'après sa suspension sans motifs, il était « muté dans l'intérêt du service » au lycée Poquelin à Saint-Germain-en-Laye dans un autre département. L'arrêté de mutation précise que « le comportement et les propos de M. Terada [...] ne sont pas constitutifs d'une faute de nature

à justifier l'ouverture d'une procédure disciplinaire ».

Maintenir la mobilisation

Un référé-suspension va être déposé auprès du tribunal administratif sur la mesure de mutation. En attendant le jugement, il est indispensable de maintenir la mobilisation et l'élan de solidarité qui s'est créé autour de cette répression inique !

La situation de Kai est tellement scandaleuse qu'un large soutien intersyndical (CGT, FO, FSU, SGEN, SNALC, SUD, UNSA) s'est exprimé lors du CTMEN [comité technique ministériel de l'Éducation nationale] du 23. Des collègues d'autres établissements ont rejoint dans la grève le lycée Joliot-Curie dès le vendredi 23 dans le 92

mais aussi à Paris (50 % de grévistes au lycée Voltaire) ou même de l'autre côté de la région parisienne dans le 94 (une vingtaine de grévistes au lycée Romain-Rolland d'Ivry) !

Nous engageons les collègues à les soutenir et à les rejoindre dans la grève. Nous faire taire par tous les moyens, tel est le but d'une institution qui ne cesse de dire qu'il n'y a plus de moyens pour l'école, mais qui ne lésine pas sur les moyens à dépenser (frais d'huissier, frais de justice) quand il s'agit de réprimer ! L'arrêté de mutation de Kai est d'ailleurs fort inquiétant : il évoque « la continuité du service public », remettant donc en cause le droit de grève, et « l'exercice normal d'une activité syndicale », remettant donc en cause le droit syndical.



Pour nous défendre et nous protéger, il nous faut défendre et protéger Kai Terada et ses collègues, qui se sont battus contre les réformes qui maltraitent personnels et élèves.

Nous appelons à une journée nationale de grève contre la répression, le plus vite possible, par exemple dans la semaine du 10 octobre.

1 – Voir l'Anticapitaliste n° 629 du 22 septembre 2022.

22 SEPTEMBRE DANS LA SANTÉ **En attendant le 29**

Lancée par la fédération CGT avec l'appui de la confédération, la journée du 22 octobre n'avait pas été conçue avec l'objectif de remobiliser les personnels épuisés.

Is'agissait avant tout à promouvoir le sigle CGT à quelques semaines des élections professionnelles dans la fonction publique : pas de volonté de construire unitairement une action dans les établissements ; souvent aucun contact pris avec les autres organisations.

Un échec prévisible

Le résultat était prévisible. Le 22 septembre s'est le plus souvent réduit à des mobilisations d'équipes syndicales CGT, avec le soutien de militantEs CGT d'autres secteurs, pour dénoncer la situation de l'hôpital et exiger des moyens supplémentaires. Les grandEs absentEs ont été les salariéEs des établissements. La responsabilité de la division est toutefois largement partagée. CFDT, UNSA, FO ont pris de leur côté l'initiative d'une « action » le 27, pour tenter de redorer un peu leur blason de signataires du « Ségur de la santé » dont les salariéEs tirent aujourd'hui le bilan. Une journée qui fait encore plus figure de un non-événement. Toutes ces manœuvres sont très



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

loin des exigences de la situation dramatique dans laquelle se trouvent les établissements hospitaliers et leur personnel.

Et pourtant...

Autre chose était pourtant possible, comme l'ont démontré les quelques initiatives unitaires qui ont marqué le 22 septembre. À Carhaix, lieu emblématique d'une grande lutte pour l'hôpital, le rassemblement a compté entre 400 et 500 participantEs avec des secteurs

comme l'Union départementale des associations familiales (UDAF) en grève totale. En plus des hôpitaux, le secteur social et médico-social était très présent. Malgré le manque de volonté unitaire de la CGT, SUD santé/sociaux avait appelé à faire grève et à manifester et était massivement présent.

Il y avait aussi la coordination en défense des hôpitaux de proximité et le Mouvement de la paix. Au plan politique le PCF, la FI et le NPA avaient appelé par communiqué

à cette journée et le NPA était bien présent sur place, avec tracts et drapeaux.

Se mobiliser contre la poursuite de l'austérité

À Tours, la situation était particulière puisque l'appel rassemblait CGT, SUD, FO et le Collectif 37 « Notre santé en danger ». Environ 250 hospitalierEs se sont retrouvés dans la rue. Principalement CGT mais aussi SUD (santé sociaux et Solidaires étudiant-es), FO et le Collectif santé. Un gros groupe d'étudiantEs orthophonistes a manifesté derrière la banderole du Collectif santé.

En Mayenne, 400 à 500 personnes se sont rassemblées devant l'hôpital de Laval à l'appel de l'inter-syndicale CGT-FO.

Pour les participantEs à ces rassemblements, l'échéance décisive sera néanmoins le 29 septembre, que les salariéEs et les équipes syndicales elles-mêmes ont souvent préféré privilégier pour se faire entendre, une remobilisation indispensable à l'heure où le projet de loi de financement de la Sécurité sociale dévoilé le 26 septembre annonce la poursuite de l'austérité et des attaques.

Correspondants santé sociaux

Lire aussi page 10.

RENNES Une majorité écologique et sociale, vraiment ?

Mardi 20 septembre, c'était le jour ! La ligne B du métro entrain en service à Rennes... L'occasion (ratée) pour la majorité municipale de montrer son engagement écologique et social.

Le discours est bien rodé, les rouages bien ajustés, et si l'on en croit madame la maire, à qui toute la presse tend son micro en ce fameux jour tant attendu, tout roulerait comme sur les rails de la ligne B.



DR

La gratuité ? Toujours pas

La gratuité, la fameuse gratuité... Les transports en commun gratuits à Rennes ? Une mesure écologique radicale — d'ailleurs pas si radicale... — contre laquelle se fait l'unité de la majorité (contrairement à la mise en place des portillons, qui elle, est effective)... Pour une série de mauvais arguments, la majorité municipale se refuse à prendre au sérieux cette perspective, au moment où des États comme l'Allemagne et l'Espagne s'engagent sur cette voie (trains gratuits), alors qu'une quarantaine de villes en France, qui ne sont pourtant pas administrées par le NPA, sont passées aux transports gratuits. Mais ici, circulez, y'a rien à voir, en tout cas pas question d'en discuter !

Pire, la gratuité est envoyée en médaillon comme cadeau au Carré rennais (association des artisans et commerçants) pour agrémenter son opération promotionnelle du dernier week-end de folie commerciale en ville. Pire, la gratuité est royalement concédée aux manants pour la semaine d'ouverture du métro. Mesure promotionnelle : pendant une semaine, venez voir rouler la ligne B... et ensuite passez à la caisse ! La lutte pour le climat, c'est autre chose, c'est sérieux et la mairie s'en occupe.

Pendant ce temps, la grève des bus

Mais qu'est-ce qui leur prend, aux agentEs de la Société des transports de l'agglomération rennaise (STAR), de se mettre en grève en ce jour de fête ? Comme de vulgaires syndicalistes un jour de départ en vacances ! C'est que certainEs ont du mal à digérer « l'augmentation » qui leur est concédée. Ils se plaignent alors qu'ils seront royalement augmentés de 2%... Mais qui leur a dit que l'inflation de 6% allait manger trois fois le coup de pouce sur leur salaire ?

On l'aura compris, le NPA met toute son énergie dans la construction d'une large mobilisation populaire, considérant que l'heure est venue de combiner nos revendications sociales et écologiques.

Augmentation des salaires : soutien à la grève des employéEs de la STAR !

Changeons le système, pas le climat : gratuité des transports en commun !

CorrespondantEs

LES SERVICES PUBLICS NE SONT PAS UNE MACHINE À PROFITS



TRANSPORTS COLLECTIFS PUBLICS ET GRATUITS !

SALAIRES La mobilisation dans les usines PSA continue et se propage

Sur fond de grève à PSA Hordain, où les ouvrierEs défilent en criant ce slogan, et d'un appel de la CGT PSA à la grève derrière les mêmes revendications, des dizaines voire des centaines d'ouvrierEs ont débrayé ou se sont rassemblés dans plusieurs usines du groupe.

« De l'argent il y en a dans les caisses de PSA ! »

Mobilisation à PSA Douvrin samedi 17, à PSA Valenciennes lundi 19, à PSA Sochaux mardi 20... Jeudi 22, à PSA Poissy, des centaines d'ouvrierEs se sont rassemblés sur le temps de pause sur les trois équipes, au montage et au ferrage. La direction leur demandait la semaine dernière d'aller remplacer les grévistes dans le Nord : c'était la meilleure réponse à lui faire.

Vendredi 23, une centaine d'ouvrierEs à PSA Charleville dans les Ardennes ont débrayé à leur tour, certains syndicats qui s'opposaient au débrayage le matin l'ont rallié quelques heures plus tard. Lundi 26, ceux de Charleville étaient encore près de 200 à débrayer, 130 à PSA Trémery (près de Metz), une centaine à PSA Sept-Fons (Allier) et une centaine d'ouvriers se sont rassemblés à PSA Caen au changement d'équipe...

Tous ceux qui se sont mis en grève ont débrayé ou se sont réunis pour discuter de réelles augmentations de salaires l'ont fait sans attendre la négociation proposée mardi 27 par la direction de PSA-Stellantis. Celle-ci s'était empressée de proposer une réunion sur une prétendue « prime exceptionnelle »

Vendredi 16 septembre, les ouvrierEs de PSA Hordain (ex-Sevelnord) avaient ouvert le bal dans le Nord. 500 ouvrierEs sur trois équipes s'étaient mis en grève pour l'embauche des intérimaires en CDI et une augmentation de salaire : 400 euros par mois et 6000 euros de prime défiscalisée. La mobilisation, par des débrayages notamment, s'est poursuivie toute la semaine suivante.



DR

de peur d'une extension de la mobilisation qui ne s'est pas arrêtée, bien au contraire, avec cette annonce. Des syndicats béni-oui-oui qui n'avaient même pas appelé à débrayer et qui parfois s'y étaient opposés, se sont précipités pour la négociation.

La direction propose une prime pour bloquer les salaires

La direction voulait imposer une prime pour mieux bloquer les salaires, mais les ouvrierEs se sont mobilisés pour l'une et l'autre : la prime et l'augmentation des salaires. Pour eux aucune raison d'opposer les deux, car si la direction a les moyens de lâcher

la prime, alors elle a aussi les moyens d'augmenter durablement les salaires, qui vaudront tous les mois, toute l'année et qui compteront pour la retraite. Beaucoup d'ouvrierEs, y compris parmi ceux qui ne sont pas encore mobilisés, attendaient de voir le montant de cette prime que la direction proposerait le mardi 27. Mais, force est de constater que son annonce n'a pas calmé les esprits. La manœuvre de la direction a donc déjà en partie échoué. Des esprits qui pourraient bien encore davantage s'échauffer si son montant n'était pas à la hauteur des attentes. Car la colère sur les salaires se conjugue parfois avec celle provoquée par les

conditions de travail, qui suscitent (comme à PSA Hordain ou Poissy par exemple) des débrayages locaux pour l'embauche et contre les suppressions de postes.

Avec 13,6 milliards de profits en 2021 et 8 milliards de profits rien que pour le premier semestre 2022, le salaire du PDG Carlos Tavares à 19 millions d'euros en 2021 (dont deux millions de salaire fixe, en augmentation, lui, de 17,6% par rapport à 2020)... Les ouvriers ont bien raison de réclamer leur dû, de maintenir toutes leurs revendications et de venir les crier à la manifestation du 29 septembre, côte à côte avec les salariéEs des autres secteurs.

Correspondants



Samedi 1^{er} octobre, réunion publique du NPA avec Pauline Salingue, Orléans.
À 15h, salle des Chats-Ferrés à Orléans.

Mercredi 12 octobre, meeting du NPA avec Philippe Poutou: «Mobilisation générale pour le partage des richesses et une gauche de combat!», Paris. À 19h, à la Bellevilloise, 19-21, rue Boyer, Paris 20^e.

Mardi 18 octobre, réunion publique du NPA avec Christine Poupin: «Changeons le système, pas le climat!», Clermont-Ferrand. À 18h30, centre Jean-Richepin, salle 5, 21, rue Jean-Richepin à Clermont.

Samedi 22 octobre, fête du NPA 33, Cenon. 14h-23h, salle Victor-Hugo. À 19h, interventions de Philippe Poutou et Isabelle Ufferte.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZ554755

Date : Signature obligatoire _____

www.npa2009.org

Santé

« Les collègues de l'hôpital ne veulent plus bosser comme ça »

Cet entretien a été mené par nos camarades avec D, infirmière en CHU en région. Elle a accepté de répondre à nos questions sur l'état de l'hôpital public et du système de santé et sur la journée de mobilisation nationale appelée le 22 septembre dernier.

La situation dans les hôpitaux est dramatique et s'y ajoute ce phénomène de démissions : comment est-ce vécu par les équipes et qu'est-ce qui est mis en place pour y faire face ? Est-ce satisfaisant ?
Oui, la situation est dramatique, jamais vécue à ce point. Même les services épargnés jusqu'à présent sont touchés. Les absences sont de moins en moins remplacées et il est fréquent de se retrouver en sous-effectif. Les équipes font face et se démènent pour assurer malgré tout les soins techniques et humains. Elles tiennent un temps, revenant sur les repos, assurant toutes les tâches puis finissent par s'écrouler quand la situation perdure. Elles se mobilisent alors, et les unes après les autres s'organisent et se mettent en grève pour tirer la sonnette d'alarme et dire stop. Les directions lâchent alors un peu de lest pour éteindre l'incendie et éviter qu'il se propage mais ce n'est jamais à la hauteur et surtout, jamais par des mesures sur le long terme. Quelques mensualités de remplacement en plus, de l'intérim ou des heures supplémentaires qui explosent mais aucune mesure pérenne d'augmentation d'effectifs. Ce n'est évidemment pas satisfaisant. Les départs se multiplient et les recrutements se raréfient. Les collègues ne veulent plus bosser comme ça, exécutant à la chaîne les tâches, sans humanité, pour des salaires au rabais, sous contrats précaires, avec des horaires décalés et sans pouvoir se reposer. Les directions et les tutelles se satisfont avec cynisme de ces situations. Elles en profitent pour casser un peu plus les droits et les acquis comme, par exemple, la mise en

place des 12h, la limitation de la prise des congés ou même le bénévolat pour certaines tâches (eh oui, on aura tout vu). Bref, elles en profitent pour augmenter les cadences et pour nous habituer à faire toujours plus avec moins, appliquant ainsi sans état d'âme les politiques d'austérité passées et à venir, imposées par le gouvernement. Rien n'est fait concrètement pour garder les personnels, comme augmenter réellement les salaires au lieu d'octroyer des primes qui divisent, ou augmenter un point d'indice qui ne compense même pas son gel depuis des années, ou embaucher sous statut au lieu de multiplier les contrats précaires. Rien n'est fait pour humaniser les soins alors que c'est essentiel dans nos métiers. Il est plus qu'urgent d'améliorer nos conditions de soins et de vie au travail.

Quelles est ta réaction à propos du rapport de F. Braun ? Quelles conséquences sur le fonctionnement de l'hôpital et aussi sur celui du Samu qui doit maintenant orienter les demandes vers des solutions alternatives ?

Comment dire..... Du vent, rien de concret sur la réalité du quotidien vécu dans les services. Même l'association qu'il présidait l'a contredit sur son satisfecit. Le nombre d'urgences fermées partiellement ou totalement n'a jamais été aussi haut. Les délais de prise en charge téléphonique par le Samu surchargé ont augmenté, créant ainsi des risques quant à la prise en charge des urgences vitales. Quant aux solutions alternatives, encore faut-il que la médecine de ville ou les services de soins à

domicile soient en capacité d'agir, ce qui n'est pas le cas. Là aussi les manques existent et les sous-effectifs sont prégnants. Il est clair que beaucoup renoncent aux soins. L'hôpital et les urgences sont souvent le dernier recours face aux déserts médicaux. Il faut mettre des milliards sur la table pour renforcer les effectifs, former de nouveaux collègues, améliorer les conditions de travail, ouvrir des lits et places en aval et les établissements ou services fermés.

Comment s'est préparée la mobilisation du 22 et aujourd'hui quel bilan en fais-tu ?

Pas aussi bien qu'on aurait souhaité. Pour autant, des mobilisations visibles ont eu lieu qui ont permis de mettre en lumière la difficulté des hôpitaux. Il a manqué un appel national unitaire associant syndicats, collectifs et usagerEs qui auraient permis de se mobiliser toutes et tous au même moment et au même endroit, qui aurait encouragé les collègues à se dire « On y va ensemble et en force ». La situation est suffisamment catastrophique pour se mettre toutes et tous autour d'une table et réfléchir collectivement à comment faire. On n'a pas d'autre choix. Cela fait inévitablement penser à la formidable mobilisation de juin 2020 au sortir du premier confinement qui avait d'ailleurs pesé dans l'obtention des revalorisations salariales. Il aurait alors fallu continuer pour obtenir plus de moyens pour la santé publique et non pas signer ce Ségur insuffisant et diviseur qui a stoppé la mobilisation.

Est-ce que tu sens que tes collègues et plus largement l'ensemble des soignantEs sont plus concernés par la mobilisation interprofessionnelle du 29 septembre ? Est-ce que celle-ci pourrait permettre de créer un mouvement encore plus important de remise en cause du fonctionnement actuel dans les hôpitaux ?

Pas facile à cette heure de se prononcer. Les revalorisations issues du Ségur et la hausse du point d'indice se voient sur la fiche de paie à la fin du mois même si c'est insuffisant et pas pour tout le monde. Mine de rien ça pèse pour mobiliser sur cette question. On voit la même chose dans le secteur social et médicosocial. Pour autant, ces revalorisations ne vont pas tenir face à l'inflation et la hausse du prix de l'énergie. Les excluEs font également entendre leur voix ça et là. À suivre le 29... Mais une seule journée ne suffira pas, cela ne peut être qu'une étape vers une mobilisation plus large et sur la durée.

Propos recueillis par nos correspondantEs

L'Anticapitaliste la revue
Le n° 138 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.

L'image de la semaine



Roman graphique

En 1870, le jeune Robert-Louis Stevenson, au lieu d'étudier, prend du bon temps dans les tavernes d'Édimbourg et entretient une liaison avec une « actrice ». Informé, le père décide de mettre son fils à l'épreuve et l'envoie pour l'été sur une île désolée des Hébrides participer au chantier d'un phare. Une expérience maritime qui décidera Stevenson à devenir écrivain et non architecte de phares comme le voulait la tradition familiale.

Merry Men, de bien bizarres «hommes joyeux»

La *chaussée des Merry Men* est une nouvelle de Stevenson, écrite en 1882. Elle lui aurait été inspirée par son séjour sur l'île Erraid où l'avait envoyé son père en punition. Les « Merry Men » ne sont pas des « hommes joyeux » mais des récifs très dangereux qui provoquèrent le naufrage de multiples navires, d'où la construction d'un phare géant confié au paternel. Les Stevenson était en effet issue d'une grande lignée d'ingénieurs maritimes réputés pour la construction de phares dans les endroits les plus sauvages d'Écosse. En croyant remettre son fils dans le droit chemin en le faisant participer à la grande œuvre familiale, le père ne pouvait se douter que le jeune Stevenson serait séduit par la beauté de l'endroit, la

Merry men. Souvenirs d'une jeunesse écossaise

Scénario et dessins de Chanouga, d'après R. L. Stevenson. Édition Paquet, 104 pages, 20 euros.

poésie sauvage qui s'en dégageait. Tout ce qu'il fallait pour nourrir son imagination et le conforter dans son désir de devenir écrivain. R. L. Stevenson écrivit néanmoins la notice scientifique¹ du phare l'année de son allumage avec un hommage aux travailleurs logés dans une spartiate baraque de tôle entre deux marées.

Une splendide biographie romancée

À partir des éléments authentiques de la biographie de l'écrivain fondus dans les aventures de la nouvelle *Merry Men*, Chanouga nous livre un récit magique où rêve et réalité se confondent lors d'une sieste sur un îlot qui n'est accessible qu'à marée basse. Le maître du chantier prend alors les traits d'un oncle fantasmé, naufrageur d'un bateau plein d'or. En dépit des efforts de sa fille pour le ramener à la réalité, le vieil homme vit dans la hantise du châtiement de la bête des Merry Men. Stevenson tombe évidemment amoureux de cette fille tandis qu'une nouvelle tempête menace et que de nouveaux naufrageurs se présentent. La mer déchainée et les courants des récifs



emporteront tout ce monde vers sa vérité. Stevenson, lui émergera un peu tard de ses rêves et devra rejoindre le chantier à la nage en raison de la marée montante. Avec en tête bien des scénarios de futurs romans.

Une ode à la mer servie par un maître du dessin maritime

Chanouga est né à Marseille. Enfant, il rêvait de devenir Robinson Crusoe puis il s'enthousiasma pour les romans de Jack London, Joseph

Conrad, Herman Melville et Robert Stevenson évidemment. Il fait les Beaux-Arts en rêvant de BD mais doit travailler longtemps dans la communication avant de pouvoir placer ses premiers dessins et d'être repéré par les éditions Paquet. *De Profundis*, son premier roman graphique en 2011, connaîtra un grand succès et le confortera dans son projet de donner vie à la jeunesse de Stevenson. Ce roman graphique illustre à la perfection la personnalité de l'écrivain et les éléments maritimes qui lui ont servi de muse. Le dessin réalisé à la mine de plomb et au crayon graphite puis mis en couleurs directement sans passer par l'encreage « *magnifie les ambiances maritimes, les mystères oniriques, le 19^e siècle victorien et il fleure subtilement les embruns* »². Chaque page est une œuvre graphique en elle-même ! Avec *Merry Men*, Chanouga a réalisé un superbe hommage à un écrivain majeur du 19^e et le plus bel album de cette rentrée 2022.

Sylvain Chardon

1 – Un dossier final doté d'une belle iconographie explique la complexité de la conception des phares à cette période.

2 – Benoît Cassel (Planète BD).

Essai

Que fait la police ? Et comment s'en passer, de Paul Rocher

Éditions la Fabrique, 260 pages, 14 euros.

On parle beaucoup de la police... Beaucoup trop. On en parle même tout le temps, parce que la police tue, parce que les violences policières, parce que les campagnes électorales, parce que l'extrême droite et les politiciens démagogues... Il était temps d'en parler d'un point de vue de classe, avec audace !

La police: la réalité, le mythe...

La police est partout, et contrairement à tous les discours, assésés à force d'articles, d'édits, de talk show, elle ne l'est pas et de moins en moins. Paul Rocher règle d'abord son compte, chiffres à l'appui, à l'idée, répétée en boucle, selon laquelle il n'y aurait pas assez de policiers, ainsi qu'à son pendant selon lequel la délinquance serait en augmentation constante !

Puis il décortique le mythe d'une police imparfaite mais nécessaire, que l'on pourrait améliorer avec une meilleure formation, un meilleur encadrement, mieux contrôlée, même par des institutions indépendantes...

Neutre, la police ?

En remontant aux origines de l'institution moderne qu'est la police actuelle, l'auteur en donne des éléments précieux de compréhension. En associant son émergence à la mutation du capitalisme français au 19^e siècle, Paul Rocher fait le portrait d'une institution au service du capital, mais qui reste suffisamment indépendante des intérêts particuliers des capitalistes individuels afin de préserver la concurrence ! Il souligne ainsi finement la nature de classe de la mission de la police et de cette institution elle-même. De plus, il ne faut pas négliger le fait qu'elle est mise en place dans le contexte de pillage économique



des colonies et de la hiérarchisation sociale — raciale, raciste — qui l'accompagne. C'est un rouage de l'État, qui tout entier est au service des classes dominantes.

S'en passer, vraiment ?

Expliquer que la police n'a pas toujours existé sous la forme actuelle ouvre un possible sans la police actuelle. Paul Rocher convoque alors deux expériences historiques, en Afrique du Sud et en Irlande, au cours desquelles ont été esquissées, expérimentées, des modalités alternatives de gestion des conflits au sein d'une société, rompant avec des corps répressifs séparés, spécialisés, professionnalisés, au profit d'instances élues ou émanant de mouvements de la société — comités

de rue — ou des mouvements de libération — l'ANC, l'IRA. Dans ce cadre, il présente des pratiques rompant avec la punition individuelle, allant vers la réparation, au profit des victimes mais sans briser les fauteurs de trouble, motivées par la cohésion du groupe social et son harmonie.

La notion de double pouvoir est invoquée — car il s'agit bien de contester la maîtrise de la classe dominante — et ces expériences reposent sur une société en marche vers sa libération. Cela conduit l'auteur, encore une fois, à poser les termes du débat : c'est bien de la police et du système capitaliste qui l'engendrent qu'il va nous falloir, d'un même mouvement, nous débarrasser !

Claude Moro

Documentaire

Babi Yar. Contexte, de Sergueï Loznitsa

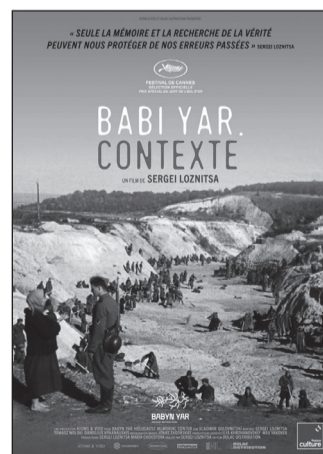
Film ukrainien, 2h, sorti le 14 septembre 2022.

Le massacre de Babi Yar est le plus grand massacre perpétré en Ukraine dans le cadre de l'extermination des juifs. Du 29 au 30 septembre 1941, les troupes d'occupation allemandes secondées par des milices nationalistes ukrainiennes abattirent 33 771 juifs dans le ravin de Babi Yar, près de Kiev. Dans *Babi Yar. Contexte*, le réalisateur ukrainien Sergueï Loznitsa reconstitue et raconte à partir d'archives filmées et avec un nombre minimum de textes d'information, non seulement ce meurtre de masse, mais aussi certains événements qui l'ont précédé et suivi.

Des événements qui sortent peu à peu de l'ombre

Dans certaines localités, l'entrée des troupes nazies dans l'Ukraine alors soviétique, le 21 juin 1941, donne lieu de la part de la population à des violences anti-juives. À partir de juillet, l'élimination des juifs devient systématique. Les troupes allemandes sont entrées dans Kiev le 19 septembre. Le 28, un communiqué allemand ordonne à tous les juifs de se rassembler le lendemain en un point de la ville. Ils furent conduits au ravin de Babi Yar et méthodiquement exécutés. Au fur

et à mesure, les corps ont été progressivement ensevelis dans cette immense fosse commune. Ils ont été exhumés par les Allemands à l'été 1943 et brûlés avant l'arrivée de l'Armée soviétique qui regagnait du terrain. Après la guerre, comme le montre le film, les Soviétiques ont comblé le ravin et modifié son environnement avec des routes, des immeubles. La guerre terminée, le massacre ne sera d'abord pas évoqué par les Soviétiques. Il s'agit de ne pas mettre en question la vérité officielle sur la « Grande guerre patriotique » : tous les peuples de l'URSS ont également



souffert du nazisme et y ont résisté. De ce point de vue, Babi Yar est gênant : des miliciens ukrainiens ont participé aux massacres et les juifs étaient spécifiquement visés. Dans un

second temps, Babi Yar sortira un peu de l'oubli mais les monuments et commémorations officielles masqueront la judéité des personnes massacrées. Depuis l'indépendance de l'Ukraine, malgré la mauvaise volonté des milieux ultra-nationalistes, les événements sortent peu à peu de l'ombre dans toutes leurs dimensions.

Loznitsa n'a pas cherché à accumuler les scènes d'horreur : il a expliqué qu'il a choisi de ne pas utiliser certaines images. Le but de son impressionnant documentaire est de rendre compte et rappeler. Le réalisateur, qui soutient fermement l'indépendance de l'Ukraine, a été en mars dernier exclu de l'Académie ukrainienne du cinéma...

Henri Wilno

Cinéma

Plan 75, de Chie Hayakawa

Film japonais, 1h52, sorti le 7 septembre.

« Plan 75 », c'est le nom d'une politique lancée par un hypothétique futur gouvernement japonais : 75, comme 75 ans. Dans ce premier film, la réalisatrice Chie Hayakawa imagine qu'un gouvernement fait de l'euthanasie volontaire une politique d'État. Il s'agit de régler le problème du vieillissement de sa population par une loi autorisant l'élimination volontaire des personnes âgées quel que soit leur état de santé.

« Vieillir est vraiment une angoisse pour beaucoup de Japonais »

Ce projet, présenté comme un « droit à l'euthanasie », ne repose pas sur la contrainte mais est basé sur un dispositif impressionnant de propagande. Souvent en difficulté financière (Michi, la protagoniste principale vient de perdre l'emploi de femme de ménage dans un hôtel qu'elle exerçait encore), isolées, les personnes âgées se laissent convaincre par des agents dépêchés dans tout le pays pour recruter les candidatEs. On leur propose de l'argent pour faciliter leur dernière période de vie et un accompagnement logistique et humain pour mettre fin à leurs jours. Une personne les appelle régulièrement pour faire le point, échanger, jusqu'à la date fatidique.

Il ne s'agit pas ici du droit légitime et individuel de s'épargner des souffrances et des traitements inutiles. Le film questionne les détournements possibles du droit de « choisir sa mort » dans une société sans autre âme que l'efficacité économique. Est surtout mise en cause la dureté de la société japonaise et la place qui y est faite aux personnes âgées. « Vieillir est vraiment une angoisse pour beaucoup de Japonais [...] ». Pour cela, si le plan 75 existait vraiment, il y aurait un certain nombre de personnes qui adhéreraient à cette proposition » a déclaré la réalisatrice dans une interview. La réalisation, parfaitement maîtrisée, réussit à rendre crédible le « plan 75 ». Le film a reçu la Mention spéciale Caméra d'or au Festival de Cannes 2022.

HW

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris - Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

***l'Anti*capitaliste**

n°630 | 29 septembre 2022 — 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ LANTICAPITALISTE.ORG



LA MOBILISATION CONTINUE

Dossier

BRÉSIL : FACE À LA MENACE BOLSONARO

Pages 6 et 7

ÉDITO

«Siamo tutte antifasciste!»

Page 2

PREMIER PLAN

Iran. Le régime islamique secoué par une révolte sans précédent

Page 2

Italie. «Nous ne devons pas attendre: il faut descendre dans la rue et se réorganiser»

Page 3

ACTU INTERNATIONALE

Grande-Bretagne. Liz Truss et la guerre de classe

Page 5

ACTU SOCIALE

Gauche du travail contre gauche des «allocs»: «Good bye Croizat»!

Page 8



MOBILISATION GÉNÉRALE
POUR
LE PARTAGE DES RICHESSES
ET UNE GAUCHE DE COMBAT!

AVEC **PHILIPPE POUTOU**
ET D'AUTRES INTERVENANT-E-S

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG - LANTICAPITALISTE.ORG - LA BELLEVILLOISE, 19-21 RUE BOYER 75020